



Réunion d'experts
sur
le Plan d'action
pour
la mise en oeuvre du Protocole GIZC

(Split, Croatie, 17-18 juin 2008)

Réunion d'experts sur le Plan d'action pour la mise en oeuvre du Protocole GIZC (Split, Croatie, 17-18 juin 2008)

Introduction

1. Un nouveau Protocole relatif à la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) a été signé lors de la Conférence des Plénipotentiaires sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières qui a eu lieu à Madrid le 21 janvier 2008. Quatorze Parties contractantes à la Convention de Barcelone ont signé le Protocole pendant la Conférence et les autres ont annoncé leur intention d'en faire autant dans un futur très proche. Les Parties sont aujourd'hui pressées de ratifier le Protocole afin qu'il puisse entrer en vigueur dès que possible.

2. Le Protocole GIZC est le septième Protocole dans le cadre de la Convention de Barcelone et il constitue un moment clé dans l'histoire du PAM. Il s'ajoute aux protocoles déjà existant dans le domaine de la protection de l'environnement marin et de la région côtière méditerranéenne. Il permettra aux pays méditerranéens de gérer et de protéger plus efficacement leurs zones côtières et de pouvoir affronter les nouveaux défis en rapport avec l'environnement côtier tel que le changement climatique. Le Protocole devrait permettre de garantir un développement durable des zones côtières, une utilisation rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'intégrité des écosystèmes, de la géomorphologie et des paysages côtiers. Il devrait également permettre de protéger les zones côtières et d'éviter les impacts négatifs des catastrophes naturelles tout en assurant une cohérence entre les initiatives publiques et privées.

3. La responsabilité des pays méditerranéens est de ratifier et de mettre en œuvre le Protocole. Le PAM et le CAR/PAP sont prêts à les aider dans cet effort. Les pays devront élaborer leurs stratégies nationales de GIZC qui seront un point de départ pour toutes les autres activités de GIZC, et préparer des plans et des programmes de leur mise en œuvre.

4. Avant la Conférence des Plénipotentiaires, lors de la 15^{ème} réunion ordinaire qui a eu lieu à Almeria (Espagne) du 15 au 18 janvier 2008, les Parties contractantes à la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles ont approuvé le programme de travail et le budget du PAM pour la période biennale 2008-2009 (Décision IG 17/15). D'après cette même décision, le CAR/PAP a été désigné pour préparer un plan d'action pour la mise en œuvre du Protocole.

5. Suite à la décision IG 17/15, le CAR/PAP a démarré les démarches pour initier les activités préparatoires pour la mise en œuvre du Protocole GIZC une fois celui-ci entré en vigueur. Pour ce faire, une réunion d'experts sur le plan d'action pour la mise en oeuvre du Protocole GIZC a été organisée dans les locaux du CAR/PAP, à Split (Croatie), les 17 et 18 juin 2008.

6. Le principal objectif de la réunion était que les experts impliqués puissent échanger leurs idées dans le but d'étudier quelles étaient les activités qu'il était possible d'entreprendre dans cette période intermédiaire alors que la signature et la ratification du Protocole GIZC étaient toujours en cours. Pour ce faire, les quatre sujets principaux suivants ont été préparés avant la réunion et présentés et discutés lors de la réunion:

- Evaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée;
- Interprétation du texte du Protocole;
- Directives pour la définition d'une zone de retrait côtière; et
- Formation et sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole.

Session 1

Point 1 de l'ordre du jour: Début de la réunion

8. La séance a été ouverte par M. I. Trumbić, Directeur du CAR/PAP, qui a souhaité la bienvenue à tous les participants et un séjour agréable et plaisant à Split. M. Trumbić a insisté sur l'importance du Protocole pour tous les pays méditerranéens. Bien que la négociation et l'adoption du Protocole, qui étaient des étapes très importantes, se sont achevées au bout de six ans, il a insisté sur le fait que la phase à venir allait constituer un véritable défi lorsque le Protocole allait devoir être mis en œuvre et qu'il allait falloir apporter les preuves de son efficacité en tant qu'outil pour le développement durable des côtes méditerranéennes.

9. M. P. Mifsud, Coordinateur du PAM, a souhaité la bienvenue aux participants et a salué les efforts des pays et des experts dans la préparation du Protocole dont il a dit qu'il marquait le début d'une nouvelle ère dans le PAM. Il a souligné l'importance de la ratification et de l'entrée en vigueur du Protocole. Dans ce sens, il a conclu en disant que la réunion était destinée à montrer au Secrétariat du PAM et au CAR/PAP ce qu'il convenait de faire pour que ce document important entre en vigueur. Enfin, M. Mifsud a conclu en souhaitant un franc succès pour la réunion.

10. M. Trumbić a informé les participants que la séance n'était pas une réunion de négociation mais qu'elle constituait une opportunité d'utiliser les compétences de chacun pour voir comment il était possible de mettre le maximum de ressources à disposition pour aider à la mise en œuvre du Protocole dans la période intermédiaire entre l'adoption et la ratification. Il a fait part de ses espoirs que d'ici à la fin de l'année, toutes les Parties Contractantes auraient signé le Protocole et que certaines d'entre elles l'auraient également ratifié. M. Trumbić a conclu en disant qu'il y avait certaines actions qui ne pourraient commencer qu'après qu'il soit entré en vigueur mais que d'autres pourraient commencer plus tôt. Lors de la réunion, il faudra déterminer quelles sont ces actions.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour et organisation du travail

11. M. Trumbić a attiré l'attention des participants sur l'ordre du jour provisoire et a expliqué comment le travail allait être organisé, ce qui serait effectué en premier lors des sessions plénières et plus tard par les groupes de travail en quatre sessions parallèles. Il a mentionné qu'il était prévu que l'emploi du temps et les dates butoirs, les coûts et les sources de financement, les résultats et les indicateurs d'avancement soient discutés lors de la cinquième session plénière. L'ordre du jour tel qu'il a été adopté est joint en annexe II de ce rapport.

Point 3 de l'ordre du jour: Discussion

12. Une discussion animée a eu lieu au tout début de la réunion. Certains des participants souhaitaient savoir de quelle sorte de plan d'action l'on devait discuter lors de la réunion de manière à ce que les groupes de travail puissent savoir ce que l'on attendait d'eux. Ils voulaient également savoir dans quelle mesure le plan d'action s'intégrerait au plan de travail du CAR/PAP pour la période biennale en cours. Les moyens disponibles ont également été sujets à discussion. Enfin, il a été souligné qu'un emploi du temps et un budget seraient nécessaires pour la mise en œuvre des activités envisagées.

13. En réponse aux questions posées, M. Trumbić a expliqué que le Protocole appartenait au PAM, que le CAR/PAP n'était pas seul à s'occuper des activités et que les autres CAR joueraient également un rôle. Il a toutefois souligné que le rôle du CAR/PAP serait central lorsqu'il s'agirait de la mise en œuvre du plan d'action. Il a conclu en disant que le Centre avait

l'intention de faire un plan d'action aussi complet que possible et qu'il s'agirait donc de travailler sur la substance.

14. M. Mifsud a mentionné que la responsabilité ultime pour la mise en œuvre du plan d'action incombait au Secrétariat du PAM mais que le CAR/PAP serait responsable de sa mise en œuvre. Il a ajouté que, comme le Protocole allait être mis en œuvre au niveau national, les pays devraient être libres d'avoir leur propre plan d'action mais que stratégiquement le Plan d'Action devrait être proposé par le Secrétariat. En conclusion, il a ajouté que si le terme "plan d'action" induisait en erreur ou semblait ne pas convenir, il pouvait être changé.

15. A la lumière des positions exprimées, il a été suggéré qu'il n'était pas nécessaire de discuter du Protocole qui avait déjà été signé mais qu'il s'agissait de continuer avec sa mise en œuvre. Le besoin de pousser à sa ratification a été souligné tout comme celui de sensibiliser le public pour promouvoir sa mise en œuvre.

16. En réponse aux inquiétudes évoquées concernant la zone de retrait incompressible de 100 mètres, il a été proposé que le problème devrait être résolu pays par pays et pas de manière générale.

17. Il a été suggéré qu'il conviendrait de discuter des moyens efficaces que chaque pays pourrait mettre en œuvre dans la mesure où la situation est différente dans chaque pays. Pour ce faire, la préparation de directives générales avec une variété de modèles serait nécessaire. Elles aideraient les pays à mettre en œuvre les dispositions du Protocole. Les directives ne constitueraient pas une obligation légale mais seraient utiles pour mettre en œuvre le Protocole dans des situations nationales spécifiques.

18. Plus tard dans la discussion, M. Trumbić a dit qu'il serait bien de suivre la procédure d'autres Protocoles et que les expériences acquises devraient être utilisées et adaptées aux situations nationales particulières. Le rôle du PAM et du CAR/PAP serait d'aider les pays à réagir à certains problèmes et de montrer comment les autres ont fait. Les problèmes que les pays pourraient rencontrer devraient être identifiés et la situation légale concernant la mise en œuvre du Protocole dans un pays devrait être évaluée.

19. Pour ce qui est de l'Évaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée, M. Trumbić a expliqué que l'idée était d'entreprendre quelque chose qui serait à faire périodiquement et que c'est ce qui avait été fait il y a dix ans. L'évaluation devra donc être réalisée avant la ratification du Protocole. Pour ce qui est de l'Interprétation du texte du Protocole, il a conclu en disant qu'il était habituel de donner des explications complémentaires sur certains points légaux et techniques.

20. Un des participants a ajouté que l'évaluation était aussi justifiée pour la mise en œuvre du Protocole que la formation et la sensibilisation. Quelques inquiétudes ont été exprimées par rapport à l'Interprétation du texte du Protocole. Il a été proposé que les pays soient aidés dans le cas où ils auraient besoin d'explications techniques à propos du plan d'action mais qu'on les laisse résoudre eux-mêmes la question de l'interprétation légale. Enfin, il a été souligné qu'un texte légal trop détaillé rendrait la ratification du Protocole difficile.

21. Certains des participants ont exprimé l'avis que le plan d'action ne devrait pas comprendre d'interprétation du texte du Protocole. Il a été proposé de n'aider que ceux qui le demanderaient et de promouvoir le Protocole de cette manière.

22. Prenant bonne note des remarques ci-dessus, M. Trumbić a dit que de manière à éviter tout malentendu, le terme "interprétation" pourrait être remplacé par celui d'"explication".

23. M. Mifsud a conclu la discussion en disant que maintenant que le texte du Protocole avait été adopté par les Parties contractantes, il s'agissait de le promouvoir de manière à ce qu'il soit

ratifié. C'est un ensemble de dispositions et non une règle générale qui doit conduire à sa ratification.

Point 4 de l'ordre du jour: Aperçu des activités jusqu'à la signature du Protocole

24. M. Trumbić a présenté un bref aperçu des activités qui ont été réalisées avant la signature du Protocole en janvier de cette année. Sa présentation avait pour but de rappeler le principe du processus d'adoption du Protocole pour ceux qui n'étaient pas très familiers avec celui-ci. Il a parlé des avancées décisives et du processus de préparation du Protocole, de l'étude de faisabilité et de sa justification, des options du Protocole et, finalement, du processus de consultation qui avait commencé avec la 13^{ème} réunion ordinaire des Parties contractantes à Catane en 2003. Cette présentation est jointe en annexe III de ce rapport.

Point 5 de l'ordre du jour: Discussion (suite)

25. Une discussion animée a suivi la présentation de M. Trumbić. Il a été demandé que le Protocole soit flexible et mis en œuvre de manière graduelle. Certaines inquiétudes ont été exprimées concernant notamment: une approche unique pour utiliser le terme GIZC ou trouver quelque autre terme, le problème de la gouvernance, et le besoin de mettre en pratique l'expérience acquise lors de la mise en œuvre des six Protocoles du PAM en matière d'adoption et de mise en œuvre pour le Protocole GIZC.

26. M. Trumbić a répondu brièvement aux questions ci-dessus. Pour ce qui est de la "GIZC", il a dit que cet acronyme avait été plus ou moins adopté dans la pratique. Certains ont exprimé une inquiétude à l'idée d'introduire un nouveau terme qui pourrait ajouter à la confusion terminologique. Dans le cas des problèmes de gouvernance, il a souligné que la notion était difficile à traduire dans un certain nombre de langues. Dans certaines langues (par ex. en Croate), il n'y a pas d'équivalent qui convienne au terme gouvernance. Pour ce qui est de l'expérience en matière d'adoption et de mise en œuvre des autres Protocoles, M. Trumbić a conclu en disant qu'elle serait prise en compte de manière à éviter les erreurs liées à leurs mises en œuvres.

27. Un des participants a proposé que le CAR/PAP sélectionne les éléments en rapport avec les zones côtières déjà présentes dans la stratégie méditerranéenne et qu'il prépare un texte qui pourrait être utilisé comme référence pour que les pays puissent rendre leurs stratégies nationales compatibles avec la stratégie méditerranéenne. Pour ce qui est du succès de la mise en œuvre des activités envisagées par le Protocole, sept points cruciaux de la procédure, qu'il s'agira de discuter, ont été mentionnés, à savoir: l'application de la gouvernance (par ex. comment améliorer la coordination entre les différentes autorités et parvenir à un consensus); la fourniture d'outils et de politiques d'accompagnement pour aider les pays à mettre en œuvre les activités; la mise en œuvre d'une approche des écosystèmes pour l'aménagement et la gestion de la côte; l'échange d'expériences dans le domaine de la politique foncière; l'application des mécanismes de contrôle; la mise en œuvre de mesures d'adaptation aux conditions du changement climatique; et la surveillance et l'évaluation des progrès accomplis. Il a été également suggéré qu'il était possible de prendre en compte les indicateurs existants dont certains pourraient être utilisés dans le contexte méditerranéen. Enfin, on a conclu en évoquant qu'une aide technique aux pays serait très précieuse.

28. Dans le cas de la mise en œuvre des activités envisagées par le Protocole, il a été souligné que les PAC seraient un outil utile dans le processus. En effet, certaines activités envisagées par le Protocole ont déjà été mises en œuvre avec succès dans plusieurs pays dans le cadre des PAC. L'inclusion de différents secteurs économiques et du public dans le processus s'est fait grâce à des programmes participatifs, tandis que l'on a essayé d'obtenir une meilleure coordination des différentes institutions, administrations et autres parties

prenantes en créant des forums et des conseils côtiers. Il en a été ainsi dans le PAC de la Slovénie qui s'est achevé il y a peu et il en sera également de même pour les PAC du Monténégro et de l'Espagne.

29. Un des participants a posé une question concernant la façon dont il était possible d'accélérer le processus au niveau national. Pour ce faire, il a été proposé que plus de fonds soient alloués et que l'on encourage les gens à participer au processus de gouvernance.

30. M. Mifsud a commenté l'intégration de l'approche écosystémique dans le processus de la mise en œuvre du Protocole. Il a souligné l'importance de cette intégration de l'approche écosystémique à l'aménagement et à la gestion de la côte de manière à garantir le développement durable des zones côtières. Il a dit que l'on avait décidé au sein du PAM de suivre cette approche lors de la mise en œuvre de toutes les activités futures. Enfin, il a conclu en disant que le PAM ne devrait pas être isolé par le fait qu'il suive cette approche mais que les pays devraient inclure l'approche écosystémique lors de la mise en œuvre des activités du Protocole.

31. A propos de l'approche écosystémique, il a été demandé que le CAR/PAP clarifie le lien entre la mise en œuvre de la gestion des zones côtières et l'approche écosystémique. Le concept de la gestion intégrée des zones côtières place les questions environnementales, économiques et sociales sur un même plan sans donner à aucune d'entre elles de priorité ou de prédominance. L'approche écosystémique ne devrait donc pas être un facteur dominant sur lequel baser les décisions.

Point 6 de l'ordre du jour: Protocole GIZC - processus d'élaboration et d'adoption

32. M^{me} Ž. Škaričić, Chargée de mission au CAR/PAP, a présenté le processus d'élaboration et d'adoption du Protocole allant de la phase initiale de l'élaboration du texte du Protocole et de sa négociation à l'adoption finale par les Parties contractantes lors de la 15^{ème} réunion ordinaire à Almeria (Espagne), en janvier 2008. La présentation est jointe en annexe IV de ce rapport.

Session 2

Point 7 de l'ordre du jour: Principaux sujets - une brève présentation des expériences

33. M. Trumbić a fait une introduction succincte à la 2^{ème} session de la réunion au cours de laquelle allaient être présentées les expériences relatives à: l'évaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée; l'interprétation du texte du Protocole; les directives pour la définition de la zone de retrait; la formation et la sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole.

34. M. M. Prem, Directeur adjoint du CAR/PAP, a présenté le premier sujet qui concernait l'évaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée. Il a expliqué qu'il était nécessaire: d'évaluer l'état actuel de la mise en œuvre de la GIZC ainsi que ses progrès et les pressions et tendances dominantes; d'avoir une idée de la situation légale et de la mise en œuvre pratique de la GIZC dans les pays; d'identifier les dispositions du Protocole de manière à combler les lacunes; et de faire un état des lieux sur les techniques d'évaluation des progrès de la GIZC. Enfin, il a présenté les propositions du CAR/PAP qui sont les suivantes: faire l'"état de l'art" de la GIZC en Méditerranée; identifier les lacunes principales; utiliser les méthodologies existantes; et faire une évaluation qui serait spécifique pour chaque pays et qui comprendrait une composante régionale générale. La présentation power-point de M. Prem est jointe en annexe V de ce rapport et le rapport au complet sur ce sujet est joint en annexe VI.

35. Un commentaire a été fait sur le sujet traité ci-dessus. Pour ce qui est de l'évaluation, il a été souligné qu'il était nécessaire de définir précisément la forme et les objectifs qu'il s'agissait de viser. La manière dont l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE) agit dans le cas

des zones côtières européennes et méditerranéennes a été présentée comme un moyen très efficace de montrer pourquoi une intervention est nécessaire.

36. Suite à l'exposé de M. Prem, M. Trumbić a présenté brièvement le second sujet qui concernait l'interprétation du texte du Protocole. Il a fait allusion à la discussion qui avait eu lieu plus tôt dans la matinée lorsqu'il avait proposé de remplacer, de manière à éviter toute confusion, le mot "interprétation" par le mot "explication". Il a dit que le terme "interprétation" convenait peut-être mieux en termes légaux (interprétation légale des articles du Protocole) mais qu'on cherchait à exprimer à la fois une explication légale et technique (outils, ensemble d'outils et ainsi de suite pour aider les pays à mettre en œuvre le Protocole). Comme référence, il a recommandé plusieurs livres sur la gestion du littoral, essentiellement des manuels traitant d'un très grand nombre de sujets en rapport avec la GIZC. Ces documents permettent au lecteur de trouver des informations utiles et pratiques sur la question. Il a également fait référence au document expliquant la première version du texte du Protocole préparé en 2004: 2005. Ce document apportait une explication légale et technique des articles. M. Trumbić a ensuite cité en référence le projet de loi maritime du Royaume-Uni et le projet de loi sur la GIZC sud-africaine. En conclusion, il a conseillé de ne pas être trop exigeant pour ce qui est de l'explication du Protocole. Le but de l'explication est de fournir des informations sur le texte qui a déjà été approuvé et non de laisser la place à de nouvelles questions.

37. Pour ce qui est du second sujet, un des participants a proposé que le Protocole soit dans un premier temps ratifié et que l'on analyse ensuite qu'est-ce qui était bien fait dans un pays et qu'est-ce qui ne l'était pas. Il a suggéré de faire une analyse générale régionale et non pas une analyse par pays.

38. Une suggestion a été faite de remplacer le terme "interprétation" par "directives". Deux sortes de directives ont été proposées: une qui serait consacrée spécialement à certains des articles et une autre qui serait destinée à aider les pays à mettre en œuvre les dispositions du Protocole.

39. M. Prem a présenté le troisième sujet qui était les directives pour la définition d'une zone de retrait. L'article concernant la création d'une zone de retrait côtière de 100m dans laquelle aucune construction ne serait permise est considéré comme étant le plus difficilement négociable du Protocole. Des exemples ont été donnés de zones de retraits dans d'autres parties du monde. M. Prem a présenté la proposition du CAR/PAP de préparer des directives ou un guide de bonnes pratiques. Ce dernier devrait expliquer les dispositions de l'article 8 de manière pratique et inclure une explication théorique des différents critères pour la définition d'une zone de retrait. M. Prem a évoqué la possibilité que l'interprétation pratique du critère du § 3 pourrait être réalisée pour différentes conditions méditerranéennes, peut-être à l'occasion des PAC à venir. Cette présentation power-point est jointe en annexe VII et le rapport complet sur le sujet est joint dans l'annexe VIII de ce rapport.

40. Certains commentaires ont été faits sur la présentation ci-dessus. L'un d'entre eux était que la création d'une zone de retrait devrait être décidée par les pays eux-mêmes en fonction de leurs conditions internes. Imposer une délimitation stricte de 100 mètres de zone de retrait de la côte pourrait être un problème. Il a été proposé que les pays partagent leurs expériences mais qu'il n'y ait pas de critère commun d'imposé pour la détermination de la zone de retrait côtière. Enfin, il a été admis que les pays avaient besoin d'aide mais qu'ils ne devraient pas être limités par les directives.

41. Le quatrième sujet qui traitait de l'importance de la sensibilisation et de la formation pour la mise en œuvre du Protocole a été présenté par M^{me} D. Povh-Škugor, Economiste Environnementale au CAR/PAP. Elle a insisté sur l'importance de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités pour la sensibilisation au développement durable. Il a été expliqué pourquoi la GIZC est si peu reconnue par la communauté au sens large et des propositions ont été faites pour remédier à ce problème. De nombreuses activités de

sensibilisation ont été décrites et l'on a fait mention de l'article 15 du Protocole traitant de la sensibilisation, de la formation, de l'éducation et de la recherche. MedOpen – un cours de formation virtuel, et Educom@Med – un cours de troisième cycle virtuel sur la GIZC, ont été présentés comme étant des expériences positives en matière de renforcement des capacités. Enfin, les résultats impressionnants de la campagne 2007 du "Jour de la Côte" en Méditerranée ont été présentés et tous les participants ont été invités à se joindre au CAR/PAP pour le "Jour de la Côte" le 24 octobre 2008. En conclusion, des questions ont été proposées comme support à la discussion du groupe de travail. Cette présentation power-point est jointe en annexe IX et le rapport complet est joint en annexe X de ce rapport.

Session 3

Point 8 de l'ordre du jour: Sessions parallèles

42. L'après-midi de cette même journée, le travail a été organisé en quatre sessions parallèles. La tâche de chaque groupe de travail était de travailler en détail sur un des quatre sujets mentionnés ci-dessus et, ensuite, de faire une présentation du travail réalisé. Le programme des groupes de travail a été présenté par M. Trumbić.

Session 4

Point 9 de l'ordre du jour: Rapports sur les sessions parallèles et discussion et commentaires sur les sujets individuels.

43. Dans la matinée du jour suivant, les modérateurs des groupes de travail ont exposé devant tous les participants les conclusions et les recommandations préparées par chaque groupe. Les comptes-rendus de ces sessions parallèles ont été suivis d'une discussion et de commentaires sur chaque sujet. Enfin, de nouveaux sujets ont été proposés.

Groupe de Travail I – Evaluation du Protocole de GIZC en Méditerranée

44. M. Y. Henocque, IFREMER, en sa qualité de modérateur du groupe de travail I, a fait un compte-rendu des détails de la discussion que le groupe de travail I avait eu à propos de l'*Evaluation* du Protocole de GIZC en Méditerranée. Pour ce qui est de la signature et de la ratification du Protocole de GIZC, le groupe a recommandé que les Points focaux soient à nouveau impliqués et que le rôle de facilitateur du PAM soit renforcé. Les autres recommandations du groupe de travail étaient: utiliser les données déjà disponibles; produire / adapter ce qui avait déjà fonctionné (comme par ex. les recommandations de l'UE GIZC sur le processus d'évaluation); et élaborer une stratégie (par ex. commencer par la mer et aller jusqu'à l'approche basée sur les écosystèmes et la GIZC). Cette présentation est jointe en annexe XI de ce rapport.

45. Lors de la discussion qui a suivi le compte-rendu du groupe de travail I, le besoin d'avoir une approche uniforme pour une bonne utilisation des outils, des bases de données et des moyens pour la mise en œuvre du Protocole a été souligné.

46. Pour ce qui est de l'évaluation, il a été recommandé de combiner l'auto-évaluation (qui pourrait s'avérer être une approche un peu plus longue) et l'évaluation externe. La représentante de la Commission européenne a présenté l'expérience de l'UE en matière de processus d'évaluation. Elle a insisté sur le fait qu'un expert ou un petit groupe d'experts ne pouvait pas couvrir tous les aspects dans un pays et que les résultats étaient de par cela subjectifs. Elle a suggéré que les pays pourraient le faire seuls de manière plus satisfaisante. D'après l'expérience de l'UE, l'auto-évaluation s'est avérée un moyen plus correct et utile que

l'évaluation externe; en outre, l'auto-évaluation s'est révélée être plus productive et au final beaucoup moins chère. Enfin, elle a dit qu'il fallait voir si l'on allait utiliser uniquement l'auto-évaluation ou si elle venait en complément de l'évaluation d'expert. Prenant bonne note des arguments évoqués, certains des participants ont conclu en disant qu'une utilisation combinée d'une auto-évaluation et d'une évaluation externe serait probablement plus utile.

47. M. Trumbić a déclaré que l'on garderait à l'esprit les expériences positives de l'UE lors de l'élaboration d'une méthodologie pour l'évaluation de la GIZC. Il a mentionné une autre option qui pourrait être utilisée par les pays, à savoir la méthodologie 'Imagine'. Enfin, il a souligné une fois de plus que le Protocole n'était pas uniquement l'affaire du PAM et qu'en conséquence l'échelle d'évaluation devrait être élargie de manière à comprendre toutes les activités en rapport avec la GIZC et pas uniquement celles réalisées par le PAM. Comme exemple, il a cité la coopération du PAM et du METAP par le passé.

48. La question de savoir s'il s'agissait d'insister plus sur la protection de l'environnement ou sur le développement durable, lorsque l'on déciderait des indicateurs à utiliser, a été soulevée. Il a été suggéré de prendre en compte également la situation socio-économique. Il a aussi été fait mention de l'importance de la sensibilisation et d'une possible implication d'autres personnes dans le processus.

49. Une proposition a été faite de s'intéresser plutôt aux instruments du PAM qu'aux instruments externes. Pour ce qui est de la mise en œuvre du Protocole, il a été recommandé de l'anticiper. Comme les outils existants ne conviennent pas complètement, il a été suggéré d'en chercher de nouveaux qui seraient adaptés aux nouveaux éléments introduits par le Protocole.

50. Certains participants ont recommandé d'identifier les priorités dans ce que l'on cherchait à évaluer (les activités antérieures ou un système de GIZC?) avant de commencer l'évaluation. Pour être à même d'évaluer les progrès de la mise en œuvre du Protocole il faut avoir une base de références et pouvoir tout adapter "sur mesure". Dans ce processus, les expériences de l'UE au niveau national devraient être utilisées d'une manière positive. En conclusion, il a été recommandé d'élaborer une stratégie et de voir quelles étaient les étapes suivantes plutôt que de faire une liste de petites activités. Enfin, il a été proposé d'inclure tous les éléments dans le processus (par ex. l'approche de la mer au continent et l'approche basée sur les écosystèmes).

51. Dans le Protocole, les pays sont priés de préparer des stratégies côtières nationales comprenant des programmes nationaux et les mécanismes permettant la mise en œuvre du Protocole. Une question a été posée à ce sujet de savoir ce que le PAC allait entreprendre pour vérifier si ces activités et les instruments étaient mis en place.

52. Le représentant de l'OIC/UNESCO a présenté brièvement un Cadre d'indicateur de GIZC. Il a fait référence au Manuel sur les indicateurs de GIZC qui a été préparé par l'OIC et qui a été testé et utilisé dans plusieurs pays. Il a ensuite expliqué en détail la relation entre les indicateurs et la gouvernance et les dimensions socioéconomiques et écologiques. Il a insisté sur l'importance d'intégrer des approches de haut en bas et de bas en haut. Enfin, il a présenté un tableau comprenant les besoins en matière de données et d'indicateurs dans le Protocole. En conclusion, les indicateurs d'avancement proposés ont été présentés ainsi que les nouvelles initiatives en matière d'indicateurs de GIZC aux EU, dans l'UE, en Afrique du Sud et en Asie du Sud-est.

53. Une interrogation a été formulée en relation avec les critères requis par les indicateurs d'avancement. Celle-ci était la suivante: si nous demandons aux pays de présenter ce qu'ils ont fait en termes d'indicateurs, ils ne vont pas savoir ce que l'on attend d'eux. C'est pourquoi à la place des termes "critères requis en termes d'indicateurs" il a été proposé d'utiliser "critères requis pour les activités" pour une action ou pour les mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre du Protocole.

54. M. Mifsud a fait quelques commentaires sur la discussion ci-dessus. Il a de nouveau souligné que même si le CAR/PAP prenait la tête de la mise en œuvre du Protocole, sa responsabilité incombait au PAM. Il a également dit que toutes ses composantes seraient impliquées comme cela avait été le cas avec tous les autres Protocoles. Il a également fait mention que le Protocole GIZC était un instrument du PAM comme l'étaient tous les autres Protocoles. Il a conclu en disant que l'expérience acquise lors de la mise en œuvre des autres Protocoles serait utilisée pour celui-ci. Il a également mis l'accent sur le fait que l'interaction avec les pays était essentielle. Enfin, il a recommandé que l'on se concentre sur comment faire avancer la ratification et la mise en œuvre du Protocole. En conclusion, il a dit que la principale question était de savoir comment aider les pays dans le cadre du PAM à mettre en œuvre le Protocole.

55. La discussion sur ce sujet, qui s'est avérée être très constructive, a été conclue par M. Trumbić qui a dit que tous les commentaires apparaîtraient dans le rapport de la réunion. Pour ce qui est de l'évaluation, il a dit qu'elle constituerait un point de référence pour les activités à venir. Comme le Protocole n'a pas encore été ratifié, nous ne savons pas encore ce qu'il s'agit d'évaluer; cependant, il a conclu en disant que nous pourrions réaliser une liste d'indicateurs pour voir l'état de l'art dans les pays.

Groupe de travail II - Interprétation du texte du Protocole

56. M. Trumbić, en sa qualité de modérateur du groupe de travail II, a présenté un Guide explicatif du texte du Protocole GIZC. Au début de sa présentation, il a expliqué, que suite à la discussion de la journée précédente, le titre du sujet discuté par le groupe de travail II avait changé. Le mot "interprétation" a été remplacé par le terme "guide explicatif" qui sera utilisé ici. Il a également déclaré que le terme "bilan" avait remplacé celui d'"évaluation" dans le Guide. Il a ensuite présenté le principal objectif du Guide qui est de faciliter la compréhension des obligations légales des Parties appartenant au Protocole de GIZC. Le Guide ne constitue pas une obligation légale mais cherche à fournir une base d'informations sur le contenu et l'origine des dispositions du Protocole. Enfin, il a présenté la structure du Guide. En conclusion, M. Trumbić a fait part de ses souhaits de voir le Guide répondre à toutes les questions posées la veille. La présentation est jointe dans l'annexe XII de ce rapport.

57. Une discussion très constructive a suivi la présentation du Guide explicatif. Le sujet des PAC a été évoqué. Il a été recommandé que lorsque l'on utiliserait les PAC pour la mise en œuvre du Protocole deux orientations principales des PAC devraient être prises en compte, à savoir: les PAC en tant que projets à orientation locale; et les PAC gérées localement. Il a été recommandé que les PAC mettent en évidence les bénéfices de la mise en œuvre du Protocole au niveau local.

58. La proposition de préparer un Guide explicatif a été bien accueillie. Il a également été suggéré que l'on pourrait porter une attention particulière à trois points de ce guide à savoir: le rôle des codes de conduite; la compensation non-financière et les responsabilités; et la médiation et la conciliation - et qu'ils pourraient peut-être plus détaillés dans une annexe séparée.

59. Certains des participants ont exprimé des interrogations à propos du nombre de pages que le Guide explicatif était suppose avoir. Comme l'audience ciblée est principalement constituée d'administrateurs il a été conclu qu'un document aussi conséquent (300-400 pages) serait important pour eux mais terrifiant pour d'autres. Il a été suggéré que le Guide devrait avoir une partie d'introduction qui présente les avantages et les problèmes du Protocole. Il a également été proposé de préparer des matériaux promotionnels qui seraient plus concis de manière à ce que le Guide soit plus facilement assimilable par une audience moins technique. Il a été proposé que la Convention de Barcelone et ses Protocoles servent de modèle à suivre.

60. Un des participants a convenu que les documents trop conséquents s'avéraient inutiles. Toutefois, un doute a été exprimé en relation avec la proposition de combiner la partie technique et les annexes du Guide car il s'agit de deux choses distinctes. Dans tous les cas, il a été proposé qu'une approche facile à utiliser puisse être appliquée à la fois à la partie technique du Guide et aux annexes. Il a été toutefois suggéré en priorité de se concentrer sur la mise en œuvre du Protocole. Il a également été à nouveau souligné que les Points focaux nationaux jouaient un rôle central dans le processus de mise en œuvre du Protocole. Pour ce qui est du cadre régional commun, il a été proposé d'en discuter lors des étapes ultérieures.

61. Pour ce qui concerne la terminologie utilisée, l'importance de l'utilisation de termes adéquats a été soulignée. L'idée d'utiliser le terme "bilan" plutôt qu'"évaluation" a été bien accueillie. Comme ce serait bien que le Guide s'adresse également à la population locale, il a été suggéré de le rendre plus général et de présenter d'une manière simple les articles du Protocole aux groupes ciblés. L'idée de préparer des rapports avec des articles sélectionnés pour les différents groupes a été évoquée. Une question a été posée sur la façon de procéder en sachant que les ressources étaient limitées. Il a été proposé de se concentrer sur les priorités et d'adapter les moyens disponibles. Les expériences des PAC devront également être utilisées pour la mise en œuvre du Protocole. Toutefois, il a été souligné que le Protocole était particulier car il nécessitait une intégration à tous les niveaux (problème de la gouvernance). La question de savoir comment les nouveaux critères requis par le Protocole allaient être pris en compte a été posée.

62. Un des participants a déclaré que chacun souhaitait que le Protocole soit un succès. Toutefois, il a mentionné deux obstacles qui devraient être surmontés, à savoir: devrions-nous revoir nos ambitions, par ex. devrions-nous les adapter aux moyens disponibles, ou devrions-nous continuer à trouver des moyens? Dans ce contexte, il a été recommandé de ne pas oublier les aspects de délais. Le besoin d'impliquer une personne très compétente pour mettre en œuvre le Protocole a été souligné. Par rapport à cela, il a été signalé que certains CAR avaient tendance à centraliser les activités sur eux-mêmes. Il a été recommandé d'agir conjointement dans la mesure où le travail sur le Protocole est celui de tous les Centres, y compris le CAR/PB qui n'était pas présent lors de la réunion. Enfin, une grande inquiétude a été à nouveau exprimée par rapport au fait que le PAM ne pouvait pas fournir tous les moyens opérationnels.

63. Le représentant de l'Unité de coordination du PAM a répondu qu'il était prématuré de commencer à préparer un cadre de travail commun. A la place, il a été recommandé de déterminer en premier lieu quelle était la situation actuelle et de mettre ensuite toutes les pièces ensemble pour décider enfin si nous devrions poursuivre et comment.

64. Concluant la discussion ci-dessus, M. Trumbić a dit que le PAP faisait actuellement tout le travail. Toutefois, il a admis que tout le travail ne pourrait pas être réalisé uniquement par un seul Centre. Il a ajouté que les participants à la réunion pouvaient proposer des idées, que les priorités seraient identifiées ensuite et décidées en fonction des ressources disponibles. Il a expliqué que le Plan Bleu aurait dû participer à la réunion et que le PAP l'avait invité deux fois. Pour ce qui est de l'utilisation des PAC, il a conclu en disant qu'une transformation éventuelle des PAC en une plateforme de mise en œuvre du Protocole devrait être progressive. Les activités se rapportant au Protocole devront être introduites graduellement.

Groupe de travail III – Directives pour la définition d'une zone de retrait

65. M^{me} T. Hema, modératrice du groupe de travail III, a présenté aux participants le troisième sujet qui était celui de la définition d'une zone de retrait. Elle a informé les participants que certains pays dans la région appliquaient déjà le principe du retrait mais que ce n'était pas le cas de tous. C'est pourquoi le besoin a été souligné de préparer des questionnaires pour les pays sur la base desquels il pourrait être établi de quelle taille est le périmètre de cette zone,

comment les pays en ont décidé, à partir de quel point ont-ils commencé à mesurer, etc. Cette question est considérée comme étant très complexe en raison de la diversité des zones côtières et des dispositions légales en place dans les pays. Il a été conclu en disant qu'il y avait pléthore de critères qui devraient être pris en compte pour la définition d'une zone de retrait tels que la géomorphologie, la situation socioéconomique, etc. Il existe également une grande variété d'approches dans toute la Méditerranée et il est impossible d'appliquer une règle unique pour tous les pays, cela pouvant même être difficile à faire pour une île / un pays entier. Il a été recommandé d'utiliser des critères spécifiques adaptés à la situation socioéconomique et environnementale qui ne pourraient pas être appliqués dans les autres régions. M^{me} Hema a conclu en disant que quatre présentations très intéressantes avaient été faites sur la question de la zone de retrait au sein du groupe de travail III. Outre ces présentations, des questionnements avaient surgi tels que: la zone de retrait est-elle parfois appliquée, est-ce que son périmètre est déterminé de manière aléatoire ou est-il déterminé sur la base de certains critères ou principes tels que les critères physiques, écologiques et socioéconomiques? Quel est l'impact du changement climatique?, etc. Enfin, elle a dit qu'il serait intéressant de savoir à partir de quel point la zone de retrait était-elle comptabilisée ainsi que d'autres informations sur la mesure et sur qui sont les autorités responsables de la mise en œuvre de la zone de retrait. Le groupe a également recommandé de déterminer ce qui devrait être autorisé, y compris la délivrance ou le refus de permis. Enfin, il a été proposé que les informations obtenues soient affichées sur le site web.

66. Lors de la discussion qui a suivi, un membre du groupe de travail a informé les participants que les membres du groupe étaient venus bien préparés. Il a expliqué que de nombreuses expériences avaient été présentées qui témoignaient de la complexité de la question et que les informations obtenues seraient très utiles pour le développement et la mise en œuvre du Protocole. Il a insisté sur la nécessité d'accorder plus d'importance à la valeur économique des droits économiques.

67. L'exemple de la Tunisie a été présenté: des plans généraux existent déjà pour les zones touristiques et il va s'agir d'introduire une zone de retrait de 100m. Il a été souligné que la définition de la zone de retrait pourrait bloquer le processus d'élaboration et de ratification du Protocole. Il a également été fait mention de zones qu'il s'agirait de protéger. D'autre part, dans certaines zones il y a déjà des constructions et il sera difficile de faire des changements. En conclusion, la crainte que des gens pourraient attaquer le Protocole avant sa ratification a été exprimée.

68. Une des participantes a dit qu'il était regrettable que cette discussion n'ait pas eu lieu avant la signature du Protocole. Elle a également proposé que toutes les informations disponibles sur la zone de retrait soient placées sur le site web. Sur un autre plan il a été suggéré qu'il ne serait pas bon de limiter la discussion sur les zones de retrait à une question de périmètre et que toutes les circonstances et éléments devraient également être pris en considération. Il a été souligné que la flexibilité des états membres par rapport à la question de la mise en œuvre du Protocole était de la plus haute importance. Il a été recommandé que la première étape du processus soit d'analyser la situation actuelle dans les pays. Pour ce faire, l'idée de faire le point sur la question pourrait être utile.

69. Un autre participant était d'avis que l'article sur la zone de retrait n'était qu'un des articles du Protocole. Il a souligné que la situation économique dans les pays était différente et devrait être considérée comme telle par les Parties contractantes. Enfin, il a recommandé que la zone de retrait en tant qu'instrument devrait être considérée comme quelque chose de simple – certains des pays en feront bon usage et d'autres non.

70. L'expérience espagnole en matière de réglementations de la zone de retrait, où une zone tampon librement accessible au public a été mise en place a ensuite été présentée. Enfin, il a été ajouté que l'impact du changement climatique devrait être pris en compte lors de la définition de la zone de retrait.

71. Pour résumer la discussion ci-dessus, M. Trumbić a dit que le principe de l'application d'une zone de retrait a été accepté. Il a expliqué que l'intérêt de la zone de retrait n'était pas uniquement de mitiger l'impact des activités économiques mais aussi de protéger la zone côtière. Pour ce qui est de la question de la valeur économique, il est conseillé de se rapporter au rapport d'A. Markandya préparé dans le cadre d'une activité du PAP sur le SMAP III sur les justifications économiques d'une zone de retrait côtière¹.

72. Au vu de la complexité de la question, il a été proposé de permettre aux pays de décider de la définition de la zone de retrait par eux-mêmes et de ne pas leur donner d'instructions sur ce qu'il s'agit de faire. En revanche, il a été recommandé de donner aux pays le plus d'informations possibles sur la question (au moyen de directives) et de les informer de ce qu'était la zone de retrait de 100m. En plus de cela, il est possible de diffuser les questionnaires sur les instruments économiques. S'il y a des instruments qui existent, il s'agira de les mettre en relation avec la politique foncière et de donner des informations à propos de ces instruments dans les pays. Cette information serait utile en tant qu'outil d'évaluation lorsque l'on fera le point sur cette question. Pour ce faire, le rôle des ministères concernés et des Points focaux a été souligné. Pour ce qui est de la structure du questionnaire, il a été suggéré de ne pas inclure un seul élément - la zone de retrait de 100m, qui vient à la fin du processus - mais que tous les autres le soient de manière à ce que l'évaluation générale puisse être réalisée. A cause du manque de ressources, il a été suggéré de ne pas organiser d'atelier dans lequel la seule question de la zone de retrait serait abordée mais de faire circuler le questionnaire par e-mail. Il a été proposé que chaque partie décide de qui serait le Point focal pour le Protocole. En conclusion, il a été dit qu'il y avait un système défini de procédure en place à suivre pour chacun des Centres, mais que le système des Points focaux devrait être décidé après la ratification du Protocole. L'idée a été lancée de créer une première ébauche avant de commencer à décider du système des Points focaux.

Groupe de travail IV – Sensibilisation et formation pour la mise en œuvre du Protocole

73. M^{me} S.M. Vallejo, modératrice du groupe de travail IV, a présenté le travail fait par le groupe. Au début de son exposé, elle a présenté les trois principaux sujets dont le groupe avait discuté. Le premier sujet traitait des points forts et des limites ayant des conséquences sur la ratification et la mise en œuvre du Protocole du point de vue du renforcement des capacités. L'objectif était de donner un aperçu des conditions actuelles pour le renforcement des capacités en rapport avec la mise en œuvre du Protocole dans la région méditerranéenne. Il a été souligné que les principales limites empêchant d'avoir un renforcement des capacités satisfaisant étaient: la fragmentation des efforts; le manque de volonté politique; et une formation qui ne soit pas complètement en rapport avec les problèmes prioritaires. En contrepartie, M^{me} Vallejo a évoqué les points forts qui sont la capacité scientifique, le financement et les ressources humaines. Le second sujet du groupe de travail traitait des principaux besoins en matière de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole. L'objectif était d'identifier les priorités qu'il s'agirait de mettre en place pour réunir les conditions nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités dans la région méditerranéenne, y compris: une évaluation des besoins en formation; une volonté politique; un financement et des mécanismes de coordination. Le troisième sujet abordé traitait des principaux outils de renforcement des capacités (par ex. la formation et la sensibilisation) qui étaient exigés par les articles spécifiques du Protocole. L'objectif était d'identifier quels étaient les besoins en terme de formation prioritaire et/ou de sensibilisation d'après les critères requis par le Protocole et de décrire les actions recommandées. Les besoins prioritaires ont été divisés en: zone problématique prioritaire; zone géographique; audience ciblée et par secteur. Enfin, elle a présenté les recommandations du groupe, qui comprenaient le renforcement des capacités, l'organisation de cours de formation

¹voir Markandya, A., Economic reasons for the coastal setback, Split, CAR/PAP, 2008

sur le Protocole – y compris les négociations; l'organisation d'ateliers et de conférences; la création de centres pour le renforcement des capacités (BRiC) et le travail en réseau avec les universités et les autres institutions de formation. Cette présentation est jointe en annexe XIII de ce rapport.

74. Lors de la discussion qui a suivi la présentation de M^{me} Vallejo, la question de savoir qui, au sein du PAM, serait chargé des activités en rapport avec la diffusion des informations a été posée à plusieurs reprises. Des réponses à la question de savoir qui allait payer pour cela étaient également attendues. Pour ce qui est de la sensibilisation, il a été souligné qu'il s'agissait d'un processus habituel de sensibilisation abordé maintes fois par le passé.

75. La représentante de l'Unité de coordination du PAM a répondu aux questions ci-dessus en expliquant qu'il y avait un responsable de l'information et un Centre du PAM qui se chargerait des activités ci-dessus. Toutefois, elle a dit qu'il n'y avait pas de politique d'information au niveau du PAM et qu'ils devraient s'en occuper à l'avenir.

76. Suite à cette clarification, M. Trumbić a ajouté qu'il était nécessaire que la stratégie de sensibilisation au Protocole soit élaborée par les services du PAM. Il a proposé une autre option qui était la création d'un petit module au sein du Centre qui serait chargé d'assister les pays lors de la mise en œuvre du Protocole. Il a conclu en disant que pour l'instant cela n'avait pas été fait. Pour ce qui est des activités de sensibilisation proposées, il a admis qu'il s'agissait des activités de sensibilisation habituelles (BRiCKs, etc.). Enfin, il a été également dit qu'il serait bien que le Guide explicatif soit utilisé pour la sensibilisation.

77. Une participante a fait un commentaire sur le fait que les activités de sensibilisation étaient destinées aux politiques de haut niveau qui constituent le groupe ciblé mais dont la composition change très rapidement. Il en résulte un manque de continuité à ce niveau. C'est pourquoi on préférera cibler le plus haut niveau des fonctionnaires qui restent longtemps en poste et qui peuvent avoir beaucoup d'influence sur les politiques. Elle a également insisté sur le fait qu'il n'était pas nécessaire de faire de la publicité auprès du public participant déjà et qu'il fallait que d'autres acteurs s'impliquent, notamment dans les cercles extérieurs à l'environnement et à la gestion de la côte. Enfin, la question a été posée de savoir si nous pouvions impliquer le secteur des affaires, les médias et la publicité qui pourraient être utiles pour la gestion de la côte et qui pourraient entraîner des changements.

78. Une autre participante a fait un commentaire à propos de la question "qui va faire ce travail". Elle a dit qu'il était logique que cette tâche soit celle du système du PAM et de ses composantes. Elle a cependant conseillé d'identifier les besoins réels, de se concentrer sur ceux-ci et de bien déterminer les priorités dans la mesure où il n'y a pas de moyens et de ressources pour la période biennale 2008-2009. Les activités devront être sélectionnées, leur donnant une valeur ajoutée. Il a été également recommandé de sélectionner les cadres supérieurs pour mener à bien ce travail. Pour ce qui est des problèmes de gouvernance, il a été répété qu'il était nécessaire d'avoir d'autres groupes cible à un niveau moins important. Pour ce faire, une sorte de formation à la négociation devra être assurée par le PAM.

79. La représentante de l'Unité de coordination du PAM a expliqué le système de diffusion de l'information et de communication du PAM. En 1999, il y a eu une stratégie d'information et de communication de 3 ans. Elle a informé les participants qu'il y avait une proposition pour que ce soit l'Info/CAR qui se charge des activités d'information mais que cela n'avait pas encore abouti. Elle a conclu en disant qu'il appartenait aux pays de décider des activités à réaliser.

80. Pour ce qui est de la formation, un cours de formation dynamique avec différents modules permettant d'apprendre à composer avec le processus de ratification et de mise en œuvre du Protocole a été proposé.

81. La question du financement a encore une fois été soulevée. Il a été proposé, dans la mesure où le système de communication du PAM n'était pas encore opérationnel, que l'on crée un système temporaire de deux ans. Toutefois, le principal problème serait de mettre en place ce système alors que certains pays s'étaient retirés du système de communication du PAM. Par rapport au financement, qui reste le principal problème, il a été recommandé d'être réaliste dans la mesure où les besoins sont dix fois plus importants que les fonds disponibles et que le financement existant ne va pas être augmenté dans les mois à venir; au contraire, il pourrait même être réduit. C'est pourquoi il a été demandé que les ambitions soient considérablement revues à la baisse, que les activités soient réexaminées et que l'on évite les redondances. Pour ce qui est de la formation, la conclusion était que soulever la question des cours de formation des années à l'avance n'était pas réaliste.

82. Les autres participants ont souligné l'importance de la négociation pour le processus de mise en œuvre. La négociation à tous les niveaux a été mentionnée, que ce soit horizontalement, verticalement ou avec les parties prenantes. La création de partenariats, comme possible solution à la résolution des problèmes, a également été proposée pour la mise en œuvre du Protocole. Toutefois, les participants ont dit que dans la mesure où les parties prenantes ne savaient souvent pas négocier, il leur faudrait de l'aide. Pour ce faire, il a été recommandé qu'une méthodologie adaptée pour les cours de formation soit élaborée sur la base d'une analyse des coûts-bénéfices. Il a été rappelé que l'éducation présentait un intérêt certain pour le processus et que les universités pourraient jouer un rôle important par rapport à cet aspect (par ex. grâce à l'organisation de cours de formation internationaux).

83. Le besoin de continuer dans la lignée des activités du "Jour de la Côte", dont la mise en œuvre a été particulièrement réussie, a été souligné de manière à cibler les administrations responsables de la ratification du Protocole. Il a été recommandé de garder des fonds pour ces activités après l'expiration du financement actuel et de toucher avec ces activités les décideurs de haut niveau.

84. Rappelant que le Protocole marquait l'avènement d'une nouvelle ère d'actions, un des participants a insisté sur l'importance de transmettre aux nouveaux cette expérience, déjà vieille de 20 ans dans le domaine de la GIZC, ainsi que les autres connaissances. Dans ce contexte, le besoin d'élaborer de nouveaux instruments pertinents et d'organiser des formations a été mentionné.

85. L'expérience espagnole en matière de préparation de cours de formation consacrés à la GIZC a été présentée. La formation a été organisée avec le soutien du Ministère de l'Environnement et de l'Agence de Coopération Espagnole.

86. La discussion sur la sensibilisation et la formation sur la mise en œuvre du Protocole a été close par M. Trumbić. Il a admis qu'il fallait promouvoir le Protocole par tous les moyens possibles. Il a dit que l'échange d'informations était une chose très sérieuse, devant obéir à des règles précises. Ainsi, le Protocole a d'abord besoin d'un système de reporting très rigoureux et ensuite de systèmes de sensibilisation et de formation, qui sont des moyens moins formels. Pour ce qui est du financement, M. Trumbić a reconnu l'importance du problème mais il a ajouté que nous devrions être un peu plus optimistes. Il a assuré aux participants que le CAR/PAP disposait de suffisamment de capacités pour travailler correctement. Toutefois, il a conclu en disant que toute aide serait bienvenue en cas de besoin. Pour ce qui est du "Jour de la Côte", il a dit que la campagne avait réussi à réunir des personnalités importantes et que ses objectifs avaient été remplis.

Sessions 4 (suite)

Point 10 de l'ordre du jour: Propositions de nouveaux sujets

87. En se basant sur les propositions faites par les groupes de travail, plusieurs activités concrètes à mettre en œuvre dans la période intermédiaire ont été identifiées. Ces activités devraient comprendre: la préparation d'un rapport concernant le bilan sur la GIZC en Méditerranée comprenant des informations sur les pratiques actuelles en matière de zone de retrait et les différents outils; la préparation d'un Guide explicatif du texte du Protocole; et quelques activités de sensibilisation et de formation. En conclusion, il a été proposé que les activités suivent les règles existantes de la procédure de vérification du PAM, dans un premier temps dans les réseaux des Points focaux du CAR/PAP et qu'elles seraient ensuite proposées au Bureau des Parties contractantes pour approbation.

Session 5

Point 11 de l'ordre du jour: Tâches, calendrier et dates butoirs

88. M. A. Bjelica, Assistant financier du CAR/PAP, a résumé les discussions dans un tableau en mentionnant quelles pourraient être les tâches qui seraient réalisées par le PAM et le CAR/PAP et en présentant un calendrier pour leurs mises en œuvre. Il a expliqué de manière détaillée les points suivants concernant le calendrier et les tâches proposées: les conditions nécessaires pour la mise en œuvre du Protocole GIZC; la réalisation d'un bilan sur la GIZC tel que cela avait été proposé par le groupe de travail I; le Guide explicatif sur le texte du Protocole (Groupe de travail II); la définition de la zone de retrait (Groupe de travail III); et enfin la stratégie de sensibilisation et la formation (Groupe de travail IV). Il a conclu en disant que les tâches en rapport avec la stratégie de sensibilisation seraient élaborées plus tard. Le tableau présentant ces activités préparatoires pour la mise en œuvre du Protocole GIZC, y compris les tâches à entreprendre et le calendrier, est joint en annexe XIV de ce rapport.

Point 12 de l'ordre du jour: Coût et sources de financement

89. Pour ce qui est du financement, un participant a dit qu'il était non-existant. Il a rappelé aux participants de la réunion qu'il avait posé une question très précise à propos du financement, soulignant qu'il n'avait pas encore reçu de réponse. Il a exprimé son opinion que le CAR/PAP aurait dû anticiper la signature du Protocole et qu'il aurait dû demander de l'argent avant. Il a insisté sur la réponse à la question de savoir qu'est-ce qui avait été organisé par le CAR/PAP du point de vue du financement après la signature du Protocole. Il a également demandé des explications par rapport aux contacts, qui ferait quoi et s'il y aurait un interlocuteur unique pour suivre la mise en œuvre du Protocole. Il aurait aimé savoir ce qui serait fait dans les 18 mois à venir jusqu'à la ratification du Protocole. Il a également demandé ce qui allait se passer après. Pour ce qui est de la formation, il a exprimé qu'il ne pensait pas que le sujet était pertinent pour l'instant. Il a recommandé de réduire les ambitions si elles sortent des limites du possible.

90. En réponse au commentaire ci-dessus, M. Trumbić a dit que la situation n'était pas aussi critique qu'elle avait été présentée. Il a souligné que le principal objectif était que le Protocole soit signé. Il a dit que la ratification du Protocole et son entrée en vigueur prendraient probablement un certain temps. En attendant, la mise en œuvre de certaines activités pourrait être discutée de manière à ne pas perdre de temps et à préparer les Parties contractantes pour la mise en œuvre réelle du Protocole. Il a répété que c'était le principal objectif de la réunion. M. Trumbić a rappelé aux participants qu'il y avait des activités qui pouvaient se passer de l'accord des pays. Pour ce qui est des ressources, il a dit que pour certaines activités les ressources étaient déjà garanties, et que pour d'autres l'aide du PAM serait sollicitée pendant cette période intermédiaire. Quant à la personne-ressource chargée de suivre la mise en œuvre du Protocole,

M. Trumbić a expliqué que la mise en œuvre du Protocole était une tâche trop importante pour être supervisée par une seule personne et que l'équipe complète du CAR/PAP serait engagée. Il a conclu en disant que le Directeur du CAR/PAP était en dernier ressort responsable pour les activités assignées au Centre dans le domaine de la mise en œuvre du Protocole et qu'il bénéficierait de l'aide de tout le personnel du CAR/PAP. Il a également insisté sur le fait que toutes les composantes du PAM responsables pour la mise en œuvre d'autres Protocoles étaient organisées de la même manière.

Point 13 de l'ordre du jour: Ajouts de dernière minute

91. Une participante a remercié le personnel du CAR/PAP pour la préparation de cette réunion très utile. Elle a insisté sur l'importance de la période intermédiaire précédant la ratification du Protocole. Il a été suggéré qu'il serait possible que ces activités soient réalisées par le personnel du PAP de sorte qu'il ne serait pas nécessaire d'avoir de financement complémentaire. L'importance d'échanger des points de vue avec les Points focaux du PAP a été également soulignée. Il a été recommandé de partager les connaissances techniques existant dans de nombreux pays et souligné en même temps que des compétences additionnelles en matière de gouvernance allaient être nécessaires pour le Protocole, et en particulier pour sa négociation. Les compétences cruciales devraient être identifiées. Pour ce qui est du financement, il a été conclu que certains calculs seraient nécessaires dans la mesure où les fonds existants n'étaient pas suffisants. Enfin, le besoin de rediscuter de ces questions avec le PAM a été exprimé.

92. Un autre participant a souligné l'importance d'avoir une approche structurée et le besoin d'inclure toutes les parties au sein du Comité. Il a été recommandé que la détermination des priorités dans les activités soit faite conjointement par toutes les parties. Pour ce qui est des ressources financières, il a été admis qu'il manquait de l'argent. Par rapport aux ressources humaines, il a été conclu que ce n'était pas uniquement la responsabilité du PAP mais que d'autres devraient également prendre part au processus (assister à des réunions, etc.).

93. La question de la position du CAR/PAP dans cette période intermédiaire a été une nouvelle fois soulevée. Il a été recommandé que le problème des ressources et des financements soit résolu et que l'on ne s'occupe qu'après de l'organisation et de la mise en œuvre des activités. La situation actuelle a été caractérisée d'inacceptable. Des craintes ont été formulées au cas où le budget pour le reste de la période biennale serait à revoir.

94. La réponse a été fournie par l'assistant financier du CAR/PAP qui a dit qu'il y avait des activités qu'il était possible de mettre en œuvre sans véritable coût. Il a ensuite admis qu'il y avait des activités qui ont besoin d'un financement supplémentaire mais que ce serait prématuré de dire de combien d'argent on aurait besoin pour certaines actions. Quoiqu'il en soit, il a exprimé sa certitude que l'on trouverait l'argent. Enfin, il a conclu en disant qu'il était possible de mettre en œuvre toutes les actions de la colonne 2 du tableau dans le cadre des financements existant jusqu'à la fin de la période biennale.

95. Un participant a rappelé le fait que le Protocole était une chose nouvelle pour les pays mais aussi pour le PAM. Il a fait allusion à la procédure européenne présentée lors de la discussion en soulignant le besoin d'adopter une approche intégrée lors de la mise en œuvre du Protocole. L'intégration devra avoir lieu entre les pays ainsi qu'au sein même des pays. Il a dit que l'intention était de promouvoir le Protocole et sa ratification, ce qui serait une tâche très ardue. Il a ajouté que nous devrions assurer que le maximum de travail serait réalisé dans le cadre du PAM et de ses composantes. Le besoin d'utiliser les mécanismes appropriés et de développer des partenariats a encore été souligné dans la mesure où cela contribue de la meilleure manière à une mise en œuvre réussie d'un plan d'action.

96. M. Trumbić a bien noté les commentaires ci-dessus et a conclu en disant que le CAR/PAP redoublerait d'efforts pour faire que toutes les composantes du PAM participent au processus, en particulier le Plan Bleu.

97. La représentante de l'Unité de coordination du PAM a admis que le Protocole était quelque chose de nouveau et qu'il induirait certainement des changements dans les modalités de travail du PAM. Elle a rappelé aux participants les instructions claires des Parties contractantes qui préparent un programme de travail stratégique quinquennal pour la prochaine réunion des Parties contractantes. Le programme sera un programme intégré qui inclura toutes les composantes du PAM dans le processus. Toutefois, elle a souligné que les activités en rapport avec le Protocole ne pouvaient pas être incluses car le Protocole n'avait pas été adopté. Une fois que le Protocole sera adopté, nous devons voir ce qui peut être fait. Pour ce qui est du financement, il sera possible de réallouer des fonds si besoin est mais cela devrait être autorisé par le Bureau.

98. Une autre participante a souligné que le principal financement du Protocole serait apporté par les pays eux-mêmes car c'était leur responsabilité de continuer la mise en œuvre du Protocole. Elle a toutefois recommandé de continuer à chercher d'autres partenaires, y compris dans le secteur privé, pour avoir des ressources extérieures. Pour ce faire, un concept de négociation sera nécessaire pour élaborer un consensus avec les pays.

Point 14 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion

99. M. Trumbić s'est déclaré satisfait de la réunion et il a conclu en disant que certaines activités pouvant être mises en œuvre dans la période intermédiaire avaient été identifiées. Il a fait part de son contentement qu'il y ait eu de si nombreux échanges d'opinion sur les activités proposées. Quatre sujets principaux ont été présentés mais la discussion ne s'est pas limitée à ceux-ci. Les groupes de travail ont trouvé de bonnes solutions et ont fait des propositions qui ont été unanimement adoptées. Certaines propositions initiales ont été modifiées de manière à mieux refléter les réalités de la région, ce qui améliorera certainement les chances de les mettre en œuvre. M. Trumbić a dit que les experts participant à la réunion ainsi que les Points focaux nationaux seraient consultés avant les prochaines étapes de mise en œuvre du Protocole. Il a également insisté sur le fait que le PAP utiliserait toutes les ressources humaines disponibles dans le Centre et en dehors pour réaliser les activités et présenter le Protocole comme étant un travail en commun. Il a remercié tous les participants d'être venu à la réunion, d'avoir participé à la discussion, fait des propositions et des suggestions et d'avoir aidé à clarifier certains aspects. Il a également remercié les interprètes pour l'excellent travail qu'ils avaient fait. Enfin, il a remercié l'équipe du CAR/PAP pour leur soutien lors de l'organisation de cette réunion et a déclaré que la réunion était terminée.

100. La réunion s'est terminée le 18 juin 2008 à 18h00.

Annexe I

Liste des participants

Mr. Mustafa AYDIN
Environmental Expert
General Directorate of Environmental Impact Assessment
and Planning
Ministry of Environment and Forestry
Cevre ve Orman Uzmani
Sogutozu Cd. 14/E Besevler
06560 Ankara
TURKEY

Tel: + 90 312 2076 182
Fax: + 90 312 2076 151
E-mail: mustafaaydin76@yahoo.com

Mr. Branka BARIĆ
Project Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 477
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: branka.baric@ppa.htnet.hr

Mr. Stefano BELFIORE
Programme Specialist
Office of the Assistant Director-General of UNESCO
and Executive Secretary of the
Intergovernmental Oceanographic Commission
(IOC)
1, rue Miollis
75732 Paris cedex 15
FRANCE

Tel.: + 33 1 45684 068
Fax: + 33 1 45685 812
E-mail: s.belfiore@unesco.org

Mr. Aleksandar BJELICA
Financial Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 473
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: aleksandar.bjelica@ppa.htnet.hr

M. Pierre BOUGEANT
Cellule Méditerranée
Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages
Lacustres
27 Rue Blanche
75009 Paris
FRANCE

Tel: + 33 1 44 635660
Fax: + 33 1 44 635676
E-mail: p.bougeant@conservatoire-du-littoral.fr
<http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

Ms. Valerie BRACHYA
Deputy Director General for Policy and
Planning
Ministry of Environmental Protection
5, Kanfei Nesharim Street
P.O. Box 34033
95464 Jerusalem
ISRAEL

Tel: + 972 2 6553850/1
Fax: + 972 2 6553853
E-mail: valerie@sviva.gov.il

Ms. Françoise BRETON
European Topic Centre on Land Use and Spatial
Information (ETC/LUSI)
Universitat Autònoma de Barcelona
Torre C5 -S, 4a planta
Edifici C - Facultat de Ciències
08193 – Bellaterra
Barcelona
SPAIN

Tel: + 34 93 5813549
Fax: + 34 93 5813545
E-mail: Francoise.Breton@uab.es
<http://terrestrial.eoinet.eu.int>

Mr. Mohamed FAROUK
General Director
Coastal Zone Management
Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)
Cabinet of Ministers
30 Misr-Helwan El-Zyrae Road
P.O. Box 11728
Maadi, Cairo
EGYPT

Tel: + 202 2 5256452
Fax: + 202 2 5256483 / 75
E-mail: m_f_osman@hotmail.com
<http://www.eeaa.gov.eg>

Ms. Bahar Sel FEHIM
City and Regional Planner
General Directorate of Environmental Impact Assessment
and Planning
The Ministry of Environment and Forestry
Sogutoru Caddesi 14/E Besevler
06560 Ankara
TURKEY

Tel: + 90 3122076181
Fax: + 90 3122076151
E-mail: baharfehim@yahoo.com

Mr. Jordi GALOFRÉ
Tarragona Coastal Service
Directorate of Coastal and Marine Sustainability
Ministry of the Environment and Rural and Marine Affairs
Pl. Imperial Tarrago 4Fl.
43005 Tarragona
SPAIN

Tel: + 34 977 216613
Fax: + 34 977 230563
E-mail: JGalofre@mma.es

Ms. Tatjana HEMA
Programme Officer
Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan
(MEDU-MAP)
48, Vassileos Konstantinou Avenue
116 10 Athens
GREECE

Tel: + 30 210 7273115
Fax: + 30 210 7253196-7
E-mail: thema@unepmap.gr

M. Yves HENOCQUE
Theme Leader Nature and Society
IFREMER
Prospective and Scientific Strategy Division
155 rue Jean Jacques Rousseau
92138 Issy les Moulineaux Cedex
FRANCE

Tel: + 33 01 46482176
E-mail: yves.henocque@ifremer.fr

Ms. Lada JAKELIĆ
Administrative Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 472
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: lada.jakelic@ppa.t-com.hr

Ms. Stella MARIS VALLEJO
Consultant
Training and Capacity Building in Marine and Coastal
Management
80 Rua do Astrolabio 6E
2750-300 Cascais
PORTUGAL

Tel: + 351 309940232
E-mail: stellamarisv@msn.com;
stllvallejo@yahoo.com

Ms. Marina MARKOVIC
Project Assistant
COAST Project
United Nations Development Programme (UNDP)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 483
Fax: + 385 21 340 484
E-mail: marina.markovic@undp.org
<http://www.undp.hr>

Mr. Paul MIFSUD
Co-ordinator
Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan
(MEDU-MAP)
48, Vassileos Konstantinou Avenue
116 10 Athens
GREECE

Tel: + 30 210 7273101
Fax: + 30 210 7253196-7
E-mail: paul.mifsud@unepmap.gr

Ms. Athena MOURMOURIS
Environmental Engineer-Planner
Head of Department - GIS and Observatory for Physical
Planning
Ministry of the Environment, Physical Planning and Public
Works
17, Amaliados Str.
115 23 Athens
GREECE

Tel: + 30 213 1515 369
Fax: + 30 210 6458 690
E-mail: a.mourmouri@dxor.minenv.gr

Ms. Daria POVH ŠKUGOR
Environmental Economist
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 478
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: daria.povh@ppa.htnet.hr

Mr. Marko PREM
Deputy Director
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 475
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: marko.prem@ppa.htnet.hr

M. Michel PRIEUR
Directeur scientifique du CRIDEAU
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement
(CRIDEAU)
Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Limoges
32, rue Turgot
F-87000 Limoges
FRANCE

Tel: + 33 5 55349724
Fax: + 33 5 55349723
E-mail: prieur@unilim.fr

Mr. Evangelos RAFTOPOULOS
Professor of International Law
Panteion University of Athens
MAP/UNEP Legal Adviser
Director, MEPIELAN CENTRE (Mediterranean
Programme for International
Environmental Law & Negotiation)
Panteion University of Athens
136 Syngrou Avenue
Athens 17671
GREECE

Tel:+ 30 210 9610591, +30 210 9633056
Fax:+ 30 210 9610591
E-mail: eraft@hol.gr
<http://www.mepielan.gr>

Mr. Marcello SANO
IH Cantabria / Universidad de Cantabria
Avda de los Castros s/n
39005, Santander
SPAIN

Tel: + 34 942 20 09 66
Fax: + 34 942 20 18 60
E-mail: marcello.sano@unican.es
[http:// www.ihcantabria.com](http://www.ihcantabria.com)

Currently at:
Deltares / Delft Hydraulics
Delft
THE NETHERLANDS

<http://www.deltares.nl>

Mme. Sihem SLIM
Directrice des Etudes
Agence de Protection et d'Aménagement du
Littoral (APAL)
2, rue Med Rachid Ridha
Le Bélvédère
1002 Tunis
TUNISIE

Tel: + 216 71 842907
Fax: + 216 71 848660
E-mail: s.slim@apal.nat.tn

Ms. Birgit SNOEREN
Policy Officer – ICZM and Spatial Planning Policy
DG Environment - Unit D3 Cohesion Policy and
Environmental Impact Assessments
Office: BU5 4/128
B-1049 Bruxelles
BELGIUM

Tel: + 32 2 2994053
Fax: + 32 2 2969561
E-mail: birgit.snoeren@ec.europa.eu
<http://ec.europa.eu>

Mme. Maria SNOUSSI
Professeur
Université Mohamed V-Agdal
Faculté des Sciences
Département des Sciences de la Terre
Avenue Ibn Battota
B.P. 1014
10000 Rabat
MAROC

Tel: + 212 61 401532
Fax: + 212 37 771957
E-mail: ma.snoussi@gmail.com

Mr. Neven STIPICA
Project Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 479
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: neven.stipica@ppa.htnet.hr

Ms. Dina ŠILOVIĆ
Project Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 474
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: dina.silovic@ppa.t-com.hr

Ms. Željka ŠKARIČIĆ
Project Officer
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 476
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: zeljka.skaricic@ppa.htnet.hr

Mr. Ivica TRUMBIĆ
Director
Priority Actions Programme /
Regional Activity Centre (PAP/RAC)
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
CROATIA

Tel: + 385 21 340 471
Fax: + 385 21 340 490
E-mail: ivica.trumbic@ppa.htnet.hr

Annexe II

Agenda

Jour 1: Mardi 17 juin 2008

9h15-9h30 **Inscription**

09h30-11h00 **Session 1**

- Début de la réunion
- Adoption de l'ordre du jour et organisation du travail
- Discussion
- Aperçu des activités jusqu'à la signature du Protocole
- Discussion (suite)
- Protocole de GIZC : un processus d'élaboration et d'adoption

11h30-13h30 **Session 2**

- Principaux sujets : brève présentation des expériences:
 - évaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée;
 - interprétation du texte du Protocole ;
 - directives pour la définition de la zone de retrait;
 - formation et sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole.

15h00-6h30

Session 3

Sessions parallèles:

Groupe I

1. Evaluation des progrès en matière de GIZC en Méditerranée

En 1997, le CAR/PAP en collaboration avec le METAP a fait une évaluation de la GIZC. Le temps est aujourd'hui venu d'en faire une autre, ce qui est d'autant plus actuel que cela correspond avec l'adoption du Protocole. Ce document sera une référence pour de nombreuses actions. Les points suivants pourraient être discutés :

- Moments clés dans l'élaboration de l'approche de GIZC dans la région;
- Principales pressions et tendances dans les zones côtières ;
- Aperçu de la situation dans les différents pays en matière de cadre légal et de mise en œuvre pratique de la GIZC, principales lacunes et identification des dispositions du Protocole qui pourraient être utilisées pour combler ces lacunes/résoudre ces problèmes ;
- "Etat de l'art" dans le domaine de l'évaluation des progrès en matière de GIZC.

| Groupe de travail I | | |
|----------------------------|--------------------|------------------------|
| M. Stefano BELFIORE | | Présentation envisagée |
| M. Pierre BOUGEANT | | |
| Mme Françoise BRETON | | Présentation envisagée |
| M. Yves HENOCQUE | Modérateur | |
| Mme Sihem SLIM | | |
| Mme Birgit SNOEREN | | Présentation envisagée |
| Mme Željka ŠKARIČIĆ | Personne-ressource | |

Groupe II 2. Interprétation du texte du Protocole

Le projet de texte du Protocole préparé par un groupe d'experts lors de la période biennale 2004-2005 contenait les interprétations / commentaires en rapport avec celui-ci. Dans un certain nombre d'articles, les commentaires ne sont plus d'actualité car le texte du Protocole a changé. Il serait très utile d'avoir une interprétation légale et technique du Protocole qui pourrait aider les pays lors de la mise en œuvre du Protocole. Pour ce faire, les sujets suivants pourraient être abordés lors de la réunion :

- Définition/discussion des principaux éléments/dispositions du Protocole;
- Discussion sur la signification et la mise en œuvre pratique des différentes dispositions ;
- Proposition d'étapes préparatoires ultérieures pour la mise en œuvre du Protocole ;
- Discussion et proposition autour des éléments / lacunes par rapport auxquels les pays auraient le plus besoin d'aide.

| Groupe de travail II | | |
|-----------------------------|--------------------|------------------------|
| M. Aleksandar BJELICA | | |
| M. Mohamed FAROUK | | |
| M. Paul MIFSUD | Modérateur | |
| M. Michel PRIEUR | | Présentation envisagée |
| M. Ivica TRUMBIC | Personne-ressource | |

Groupe III 3. Directives pour la définition de la zone de retrait

Considérant les longues discussions que nous avons eues à propos de cet article lors des réunions avec les groupes de travail désignés par les gouvernements, ce sujet est très important et crucial pour la signature et même pour la ratification du Protocole. Un document – sorte de directives ou de guide de conduite - pourrait être préparé sur la base des documents recueillis concernant les expériences dans le monde entier et prenant en compte les spécificités des pays méditerranéens. Les parties Contractantes verraient certainement cela d'un œil favorable. Les participants pourraient donc :

- Discuter de la signification et des implications de la zone de retrait ;
- Présenter et discuter de certains exemples de zone de retrait ;
- Continuer à élaborer des critères pour que les politiques prennent en compte les zones de retrait dans les différents pays méditerranéens

| Groupe de travail III | | |
|------------------------------|--------------------|------------------------|
| Mme Valerie BRACHYA | | Présentation envisagée |
| Mme Bahar Sel FEHIM | | |
| M. Jordi GALOFRÉ | | |
| Mme Tatjana HEMA | Modératrice | |
| Mme Athena MOURMOURIS | | Présentation envisagée |
| M. Marko PREM | Personne-ressource | |
| M. Marcello SANO | | Présentation envisagée |

Groupe IV 4. Sensibilisation et formation pour la mise en œuvre du Protocole

Un programme de formation ciblé sur le Protocole est absolument nécessaire et il pourrait être élaboré à la suite des discussions et des suggestions faites par les participants à la réunion qui sont les suivantes :

- Discuter des besoins en matière de formation ;
- Définir les principaux éléments de la GIZC pour lesquels une formation est nécessaire ;
- Faire des propositions sur comment organiser la formation ;
- Discuter et proposer un public ciblé.

| Groupe de Travail IV | | |
|-----------------------------|--------------------|------------------------|
| M. Mustafa AYDIN | | |
| Mme Stella MARIS VALLEJO | Modératrice | Présentation envisagée |
| Mme Marina MARKOVIĆ | | |
| Mme Daria POVH ŠKUGOR | Personne-ressource | |
| M. Evangelos RAFTOPOULOS | | |
| Mme Maria SNOUSSI | | |
| Mme Dina ŠILOVIĆ | | |

16h45-18h00 **Session 3 (suite)**

Jour 2: Mercredi 18 juin 2008

09h00-10h45 **Session 4**

- Rapports sur les sessions parallèles
- Discussion et commentaires sur les sujets individuels
- Propositions de nouveaux sujets

11h15-13h30 **Session 4 (suite)**

15h00-16h30 **Session 5**

- Tâches, calendriers et dates butoirs
- Coût et sources de financement
- Ajouts de dernière minute

16h45-18h00 **Session 5 (suite)**

18h00 **Clôture de la réunion**

Annexe III

Protocole GIZC en Méditerranée - Moments cruciaux, objectifs, structure - (I. Trumbić)

The Coastal Management Centre
PRIORITY ACTIONS PROGRAMME
PROTOCOL ON ICZM IN THE MEDITERRANEAN
Milestones, Objectives, Structure
Ivica TRUMBIĆ
PAP/RAC Director

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

ICZM Protocol: MILESTONES and the Process

- A need to take further step
- **adoption of a binding regional legal instrument**
- 12th meeting of the CPs (November, 2001)
- **recommended to prepare a FS**

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Feasibility Study

- Prepared in 2002/3
- Demonstrates the need for a regional legal instrument, at technical and environmental levels
- Should be a binding one, rather than a "soft" instrument
- Justification
 - Environmental point of view
 - state of coastal areas particularly alarming
 - drawbacks of status quo elaborated
 - Legal justification

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Options of the Protocol

- No single model
- Three options; different level of requirements & precision
 - A - Option of a Protocol with general content
 - B - Option of a Protocol with detailed content
 - C - Option of an Intermediate Protocol
- Option C was proposed as a conclusion of FS to CPs in 2003
- "Final option" will be a combination - achieved by consensus through the consultation process

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Consultation process

- 13th Ordinary Meeting CPs (Nov 2003 Catania) recommended to prepare the Protocol
- PAP/RAC was entrusted this task
- ICAM Forum in Cagliari (2004): guidelines for preparation of the text
- Working Group established: 3 expert meetings
- First draft + Commentary prepared in March 2005
- Consultative workshop (Oristano, 24-25 June 2005)
- Draft presented to the MAP Focal Points (Athens, Sept 2005)

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Finally, draft Protocol with Commentary presented to CPs (Nov 2005, Portoroz)

- CPs decided:
 - To take note of the draft text of the Protocol on ICZM prepared by the Secretariat
 - To establish a **working group** of experts designated by the CPs to develop a draft text of the Protocol on ICZM with a view to its consideration and possible approval by the 15th Meeting of the CPs in 2007 and to convene a diplomatic conference for its adoption to be held immediately following the 15th Meeting of the CPs

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



- WG designated (April 2006)
- First** Meeting of the WG on ICZM Protocol (Split, Croatia, 27-29 April 2006)
- Second** Meeting of the WG on ICZM Protocol (Loutraki, Greece, 6-9 September 2006)
- Third** Meeting of the WG on ICZM Protocol (Loutraki, Greece, 12-15 February 2007)
- Fourth** Meeting June, Split, 13-16, 2007
- Fifth** Meeting Loutraki, Greece, 10-11 December 2007

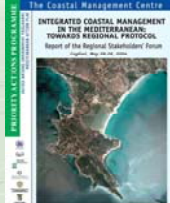
Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre




Milestones and Process

- 12th Meeting of the CPs** (Monaco, Nov 2001)
 - Feasibility Study in 2002/3 – need for a new regional legal instrument in a form of ICZM Protocol
- 13th Meeting of the CPs** (Catania, Nov 2003)
 - Prepare the draft Protocol, broad consultation
- Regional Stakeholders Forum** (Cagliari, 2004)
- Consultative workshop** (Oristano, 2005)



Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



Milestones and Process

- 14th Meeting of the CPs (Portoroz, November 2005)**
 - Draft Protocol presented;
 - WG established to develop and finalise the draft text, with a view of its consideration and possible approval at 15th Ordinary Meeting;
- Negotiation stage and drafting (2006-2007)
- Consensus reached on the text end 2007

Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



Milestones and Process

- 15th Ordinary meeting of the CPs (Almeria, Jan 2008)**
 - Final text presented, approved and prepared for signing
 - Conference of the Plenipotentiaries (Madrid, 21 Jan 2008)



Workshop on ICZM, Bečići, Montenegro May 16, 2007

Annexe IV

Protocole GIZC: processus d'elaboration et d'adoption (Ž. Škaričić)

The Coastal Management Centre

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

**PROTOCOLE GIZC :
PROCESSUS D'ELABORATION ET
D'ADOPTION**

Željka Škaričić
Chargée de mission
CAR/PAP

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

Phase initiale

- **Etude détaillée des législations nationales méditerranéennes** (2000) ;
- **Recommandation de la 12^{ème} réunion ordinaire des PC** (Monaco, 2001) ;
- **Etude de faisabilité** (2003) :
 - justifications d'un instrument juridique régional
 - options de protocole

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

Options de protocole

- **Un protocole à contenu général (ou protocole-cadre) ;**
- **Un protocole à contenu détaillé (ou protocole complet) ;**
- **Un protocole intermédiaire.**

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

Forum de Cagliari

- **Recommandation de la 13^{ème} réunion ordinaire des PC** (Catane, 2003) ;
- **Forum organisé à Cagliari** (Sardaigne) en mai 2004 ;
- **197 participants :**
 - ministères
 - autorités régionales et locales
 - organisations internationales
 - communauté scientifique
 - ONG
 - associations professionnelles

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

Justification de l'option retenue

- **Une véritable plus value ;**
- **Un cadre juridique sérieux ;**
- **Un nouveau moteur pour le développement durable ;**
- **Un exemple unique d'intégration océans-zones côtières ;**
- **Un renforcement et un encouragement pour les initiatives nationales.**

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

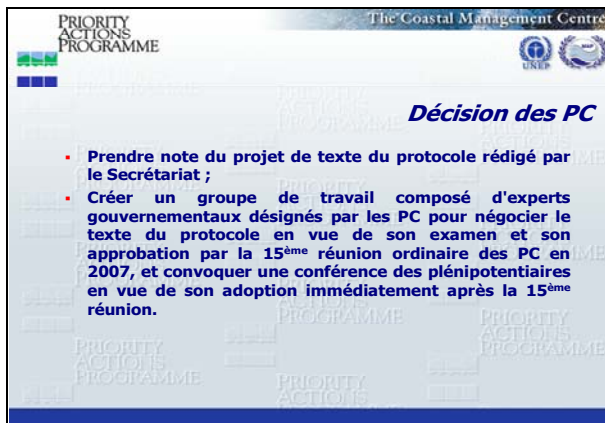
Elaboration du texte du protocole

- **Groupe d'experts : 3 réunions**
- **Première ébauche + Commentaires** (mars 2005)
- **Atelier de consultation** (Oristano, juin 2005)
- **Présentation aux PFN du PAM** (Athènes, septembre 2005)
- **Présentation à la 14^{ème} réunion ordinaire des PC** (Portoroz, novembre 2005)

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Décision des PC

- Prendre note du projet de texte du protocole rédigé par le Secrétariat ;
- Créer un groupe de travail composé d'experts gouvernementaux désignés par les PC pour négocier le texte du protocole en vue de son examen et son approbation par la 15^{ème} réunion ordinaire des PC en 2007, et convoquer une conférence des plénipotentiaires en vue de son adoption immédiatement après la 15^{ème} réunion.



PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Processus de négociation

Désignation des membres du groupe de travail (avril 2006)

- 1^{ère} réunion (Split, Croatie, 27-29 avril 2006)
- 2^{ème} réunion (Loutraki, Grèce, 6-9 septembre 2006)
- 3^{ème} réunion (Loutraki, Grèce, 12-15 février 2007)
- 4^{ème} réunion (Split, Croatie, 13-16 juin 2007)
- 5^{ème} réunion (Loutraki, Grèce, 10-11 décembre 2007)



PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Adoption

- 15^{ème} réunion ordinaire des PC (Almeria, janvier 2008)
- Conférence des plénipotentiaires (Madrid, le 21 janvier 2008)



Programme des Nations Unies pour l'Environnement
Plan d'Action pour la Méditerranée

**Programme d'Actions Prioritaires
Centre d'Activités Régionales**
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split, CROATIE

e-mail: pap@gradst.hr
<http://www.pap-thecoastcentre.org>

Annexe V

Thème 1 : Evaluation des progrès réalisés en matière de GIZC en Méditerranée (M. Prem)

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

AWARENESS-RAISING AND TRAINING FOR THE IMPLEMENTATION OF THE PROTOCOL

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

IMPORTANCE OF AWARENESS-RAISING

- all the latest state-of-environment reports, ecological footprint analyses, IPCC reports and forecasts, etc.

are showing that today's development path is far from sustainability, etc.

- a sharp turn needed
- crucial precondition - awareness

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

AWARENESS-RAISING & TRAINING

- In order to raise awareness education, training and capacity building of all types are essential;
- the ultimate goal of education in coastal management is to help transferring common policies and changing current practices towards more sustainable paths of development.

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

ICZM facts

- Why is the ICZM recognition by the wider community that low?
- ICZM is presented as a process, often with loosely defined outputs, benefits and rewards
- ICZM lacks apparent and contemporary relevance to policy-makers
- ICZM has a technocratic nature and image
- Doomsday paradox

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

HOW TO OVERCOME THESE?

- undertaking a marketing approach in awareness-raising, as well as in promoting ICZM courses
- applying marketing tools in order to change the ICZM image
- promoting a vision of the healthy coast
- finding new channels to reach policy-makers
- strengthen identified weak points of ICZM
- better use of media

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

OUR VISION

A future coast that is...

- resilient
- productive
- diverse
- distinctive
- attractive
- healthy

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
A WIDE SPAN OF DIFFERENT AR ACTIVITIES

- national curriculum in schools, children literature and games;
- ICZM programmes in the Universities;
- life-long learning, specialised courses (ICZM Protocol Implementation);
- workshops;
- annual reports on the state of the coastal environment;
- web sites and newsletters;
- public events (Coast Day, Maritime Day, Coastal Expo, etc.);
- through "awareness-raisers" - Influential individuals and important opinion formers like Ambassadors for the Coast;
- award schemes like a Quality Coast or building of the networks like the one proposed with the recently endorsed Sardinia Charter;
- outreach programmes in communities; etc.

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
AWARENESS-RAISING, TRAINING, EDUCATION AND RESEARCH

Article 15

- The Parties undertake to carry out, at the national, regional or local level, awareness-raising activities on Integrated Coastal Zone Management and to develop educational programmes, training and public education on this subject.
- The Parties shall organise, directly, multilaterally or bilaterally, or with the assistance of the Organisation, the Centre or the international organisations concerned, educational programmes, training and public education on integrated management of coastal zones with a view to ensuring their sustainable development.
- The Parties shall provide for interdisciplinary scientific research on integrated coastal zone management and on the interaction between activities and their impacts on coastal zones. To this end, they should establish or support specialised research centres. The purpose of this research is, in particular, to further knowledge of Integrated Coastal Zone Management, to contribute to public information and to facilitate public and private decision-making.

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
MedOpen - a virtual ICZM training course

- opened in 2004 in English; French version in 2005 and Arabic in 2006

| Language version | MedOpen participants |
|------------------|----------------------|
| English | 177 |
| French | 145 |
| Arabic | 245 |
| TOTAL | 567 |

- need to specialise for ICZM
- need to motivate candidates to get to the end of the course

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
Educom@Med - a virtual postgraduate course on ICM

PROJECT PARTNERS:

- Universidad Pablo de Olavide (Sevilla, Spain);
- Universita Ca' Foscari (Venezia, Italy);
- Priority Actions Programme/Regional Activity Centre (PAP/RAC);
- Cairo University (Cairo, Egypt); and
- University of Split, Faculty of Economic Sciences

- programme building started in 2006
- the first run of students enrolled in 2007

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
AWARENESS-RAISING CAMPAIGN - COAST DAY

- 16 Mediterranean countries, 60 partners, 20 TVs informed about the event; numerous newspapers and radio stations;
- almost 13 000 visitors and more than 30 links;
- TV spot in English, French, Arabic, Greek and Italian broadcasted on 17 TV stations and shown at the MedFilm Festival in Rome, on green.tv, on You Tube and on the occasion of the screening event in Plaka, Athens;
- first ever TV emission on coastal management produced by Rai tre!

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre
RESULTS

Five Ambassadors for the Coast:






- Princess Lalla Hasna of Morocco
- Prof. Predrag Matvejevic
- Mr. Chérif Rahmani
- Mr. Renato Soru
- Mr. Mostafa Tolba

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

RESULTS

- 12 workshops (Morocco, Algeria, Egypt, Jordan, Palestine, Syria, Italy and Cyprus)
- 6 workshops for schools (Morocco, Algeria, Syria and Cyprus)
- conferences (Algeria), panel (Turkey)
- open doors at 5 marine protected areas
- concerts (Egypt, Lebanon, Syria and Italy)
- sailing regatta (Sardinia, Italy)
- kayak excursions (Turkey and on lake N...)
- 6 clean up campaigns (Morocco, Algeria and Greece)

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre

RESULTS

- environment expo in Lattakia
- screening event in Athens
- photo, poster and other exhibitions
- drawing contexts (Morocco and Algeria) and painting competitions (Montenegro)
- marathon (Egypt)
- virtual treasure hunt at the SMAP Clearing House






Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre www.coastday.org

JOIN US FOR THE COAST DAY 2008!

Coast Day well achieved its purpose!
...a perfect instrument for the media
... reached the top level policy-makers
... demonstrated how to create a team of leaders, policy-makers, celebrities, scientists and NGOs



Join us for the Coast Day 2008!
central celebration - in Morocco, under the auspices of Her Royal Highness Princess Lalla Hasnaa






Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

The Coastal Management Centre





QUESTIONS FOR DISCUSSION

a. Training

- justify the need for a training;
- define the main elements of the ICZM Protocol where a training is needed;
- make proposals on how to organise a training; and
- discuss and propose the target audience.

b. Awareness-raising

- justify the need for the AR related to the ICZM Protocol implementation;
- propose the most promising and visible actions in AR; and
- use the Ambassadors for the Coast in the future Protocol implementation.

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol, Split, 17-18 June, 2008

Annexe VI

Thème 1 : Evaluation des progrès réalisés en matière de GIZC en Méditerranée (Rapport)

Theme 1: EVALUATION AND ASSESSMENT OF THE ICZM PROGRESS IN THE MEDITERRANEAN

1. Introduction

The ICZM Protocol in the Mediterranean that was signed in Madrid, on 21 January 2008 is a crucial milestone in the development of ICZM in the region. Addressing the regional environmental issues through its implementation will be highly dependent on the accurate evaluation and assessment of ICZM progress in the Mediterranean Region. Therefore, an evaluation of the current state of ICZM implementation and progress, in order to define the “baseline” conditions before the Protocol enters into force, should be undertaken.

In this respect, it should be noted that PAP/RAC, together with METAP, had performed an evaluation of ICZM in the Mediterranean in 1997. This was the first attempt ever in MAP, and, in fact, anywhere in the world, of such kind and at such a scale. It is highly appropriate to consider, ten years after, another evaluation, which conveniently corresponds with the adoption of the ICZM Protocol. It would be a baseline document for many actions requested by the new Protocol. The evaluation would also allow for periodic assessment of the success of the Protocol’s implementation in the decades to come. On the other hand, the evaluation should permit better planning and prioritising of the activities countries and the MAP should initiate, such as the preparation of the Mediterranean strategy for ICZM and in particular for the preparation of national coastal strategies, plans and programmes. The meeting could discuss the following items:

- milestones in the development of ICZM approach in the region,
- major pressures and trends in coastal areas,
- overview of the situation in various countries with regard to the existing legal framework and practical implementation of ICZM,
- the main gaps and identification of provisions of the Protocol that could be applied in order to overcome these gaps/issues,
- “state-of-the-art” in the field of ICZM progress evaluation, based on the experience of the process and methodology, which has been accumulated already.

In the brief below an overview of various ICZM policies in the Mediterranean by MAP is given, extracts from some of the documents focusing on the evaluation of ICZM by MAP (PAP/RAC), and a proposal of steps to conduct an evaluation of ICZM in the region are elaborated. It is expected that the evaluation will allow for an assessment of the added value of this legal instrument in the years to come on one hand, and on the other the results will be used for prioritising the initiatives in order to give the maximum results. This should be done for the region as a whole and should be country specific, too.

2. Overview of the ICZM policies initiated in the framework of MAP

Barcelona Convention (1976-1995)

After the establishment of the Mediterranean Action Plan (MAP) in 1975 the “Convention for the Protection of the Mediterranean Sea Against Pollution” was adopted in 1976. Objectives were to assess and control marine pollution, and to formulate national environmental policies. ICZM has not been mentioned at all.

Amendments were adopted in 1995, and the Convention has been renamed as the “Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Mediterranean”. ICZM has become the constituent part of the Convention. Thus, in Article 4, it is stated that “Contracting Parties shall commit themselves to promote the integrated management of the coastal zones, taking into account the protection of areas of ecological and landscape interest and the rational use of natural resources”. ICZM has become one of MAP priorities, while the Coastal Area Management Programme (CAMP) was introduced.

ICAM Guidelines

The first Methodological Framework for Integrated Coastal Area Management was prepared in 1988 (practically the first of this kind in the world), while the Guidelines for Integrated Management of Coastal and Marine Areas were published in 1995. The main components were:

- Justification for ICAM: a need for ICAM process, concept of ICAM,
- Development and implementation of ICAM: approaches and stages of ICAM process, methodologies, tools, integration, and
- Tools and techniques: data management, evaluation and assessment techniques, prospective studies, instruments for implementation.

Agenda MED 21 (1994)

This, surprisingly little known, document even throughout the Mediterranean Region has special chapter (XVII) devoted to protection of the sea and the coastal areas. The chapter was modeled upon the similar chapter in the UNCED's Agenda 21. Med Agenda 21 has a specific (41st) chapter on Tourism.

MAP Phase II Action Plan (1995)

Components:

I. SD in the Mediterranean

1. Integrating environment and development

1.4 Integrated coastal area management

Objectives:

- preservation of the biological diversity of coastal ecosystems
- coastal planning to resolve competition over land/sea use
- control of human pressures on and use of coastal resources
- achieve balance between environmental, economic and social components of the environment
- prevention and elimination of pollution from LBS
- participation of general public
- development of institutional capacity and human resources

2. Conservation of nature, landscape and sites

3. Assessment, prevention and elimination of marine pollution

4. Information and participation (information campaigns, educational programmes, exchange of information, reports)

ICAM should become a standard approach (legislation, tools, methodologies, training, co-operation with international institutions). Management of coastal areas and CAMP became priority activities of MAP.

Recommendations on ICAM of the MCSD (1997)

1. To improve institutional mechanisms for ICAM (horizontal, vertical co-ordination, involvement of local and regional authorities)

2. To establish/strengthen and enforce legislative and regulatory instruments

- regional scale: guidelines for implementing appropriate national legal instruments
- national scale: legislative instruments (define coastal areas; management plans; EIA; establish regulations for development and protection)
- provisions to ensure implementation.

3. To ensure access to information (raise awareness and training, exchanges of experience, transfer of know-how)

4. To establish appropriate systems of incentives for ICAM (economic, financial and tax instruments)

5. To develop practical pilot projects (CAMP)

6. To increase opportunities and improve the effectiveness of active public participation

7. To promote national, regional and local strategies and Mediterranean partnerships

The MCSD further proposes:

- setting up good practice guidelines on ICAM;
- prepare the state of the environment of coastal areas report;

- develop new forms of partnership between the public and other stakeholders;
- inviting the public to participate in the decision-making processes; and
- strengthen co-operation to promote exchanges of experience.

Mediterranean Strategy for Sustainable Development - MSSD (2005)

One of the priorities is to promote sustainable management of the sea and the littoral and urgently stopping the degradation of coastal areas:

Objectives:

- preventing and reducing pollution from ships and risks of accidents
- reducing pollution from land-based sources
- promoting sustainable fisheries and aquaculture
- protecting marine and coastal biodiversity
- promoting more integrated development and management of coastal areas and prevention of risks

Orientations and actions:

- adoption of ICAM Protocol by 2007, its accompanying strategy and follow-up system of quantitative indicators
- adoption of coastal zone laws by countries before 2012, creation of mechanisms and instruments for coastal management by 2012
- promotion of integrated management approaches and projects in all countries
- assess the vulnerability to natural and technological risks (risk plans by 2010)
- promotion of the role of islands
- capacity building for coastal management

ICZM objectives and orientations are integrated in other issues, such as in 2. Control urbanisation and promote sustainable urban development (urban sprawl, town planning, public transport); 3. Promote "quality" agriculture and sustainable rural development (desertification, management of landscapes, biodiversity); 4. Promote better management of water resources and demands; 5. Manage energy demand and reduce the long-term effects of climate change; 6. Ensure sustainable mobility through appropriate transport management; 7. Make tourism a leading vector for SD.

Coastal Area Management Programme - (CAMP) (since 1989)

As one of the main programmes of MAP to promoting sustainable development (SD) and ICZM it is important for the implementation of MAP legal instruments; developing relevant implementation instruments and procedures for SD in project areas; co-operating with and assisting countries to solve priority problems in coastal areas, to introduce ICZM methodologies and tools.

3. Documents focusing on the evaluation of ICZM in the Mediterranean

a. Assessment of integrated coastal area management initiatives in the Mediterranean: experiences from METAP and MAP (1988-1996)

This assessment reviews ICAM initiatives to identify the successful ones and the relevant constraints, to outline the lessons learned, to propose policy level recommendations, and inform METAP and MAP of the results of the study. The assessment was carried out on three levels: classification of 30 interventions, analysis of 14 of these initiatives for which the questionnaires were received, and analysis and evaluation of 9 case studies (the Coast of Albania, the islands of Cres and Losinj in Croatia, the coastal part of France, the island of Rhodes in Greece, the Coast of Israel, the Coast of the Liguria Region in Italy, the Area of Al-Hoceima in Morocco, and the Bay of Izmir in Turkey). At the project level, the interventions were analysed with regard to the performance, integration and sustainability dimension. At the programme level, three MAP CAMP interventions were analysed, as well as five METAP projects, and three case studies labelled as other initiatives. Several lessons could be learned from this evaluation in terms of their *performance, integration and sustainability*. Riparians in the region are urged to consider a number of overall policy recommendations, which were formulated on the basis of this evaluation.

b. National legislations and proposals for the guidelines relating to integrated planning and management of the Mediterranean coastal zones

This document is a synthesis of responses to a questionnaire sent to Mediterranean countries with the aim of becoming acquainted with the state of national legislations relating to integrated planning and management of the coastal zones. The questionnaire is based on the responses received from 16 countries to 22 questions concerning the existence of a framework legislation specific for the coastal zones. After having examined the responses to the questionnaire and territorial obstacles to an integrated coastal zone management, the authors have formulated a set of principles to support an integrated coastal zone strategy.

c. White Paper: Coastal Zone Management in the Mediterranean

This document is the product of a thorough screening and analysis of a number of studies, statements, workshop reports and manuals, most of them elaborated in the framework of MAP. It is intended to stimulate a lively debate around issues and policy options aiming at the promotion of ICAM in the Mediterranean. The document outlines the need for a "proactive" policy option, a strategic vision for the Mediterranean, and an Action Plan for Coastal Zone Management. In addition, it offers basic guidelines for proactive policy option implementation and presents certain key issues for the reader's considerations and feedback. In the first part of the document are presented the main data on the Mediterranean and its coastal zones (historical and geographical overview; state of the environment and environmental problems; pressures and trends in the field of urbanisation and tourism; scenarios). The second part is dedicated to the initiatives and actions related to the management of the Mediterranean coastal zones (MAP, Euro-Mediterranean Partnership, METAP, EU Demonstration Programme, national initiatives and other). The third part deals with the future of the Mediterranean and proposes policy options and recommendations for ICAM and sustainable development.

d. A Sustainable Future for the Mediterranean: The Blue Plan's Environment and Development Outlook

The Blue Plan report analyses and provides extensive information on the dynamic interaction between populations, economic activities, territories, natural resources and milieus. It focuses on six main issues: water, energy, transport, urban areas, rural areas and coastal zones. The emphasis is on the determining factors and the risks associated with a trend scenario, as well as on the strategic orientations proposed for moving to an alternative sustainable development scenario.

e. Other relevant sources

In the last 10 years many initiatives to develop evaluation and assessment methodologies took place in the field of ICZM. Various institutions and international organisations have conducted regional scale and/or local evaluations of ICZM. Many reports and methodological documents were published, such as the IOC Handbook; ICZM evaluation in EU; indicators lists (EEA, BP/RAC, OECD, EU, etc); State of the Environment reports, and alike. There exists a good history and record of experience. This wide body of knowledge will be extensively used in the forthcoming evaluation.

4. PAP/RAC proposal

A detailed analysis of ICZM in the region should result in elaboration of the most critical gaps and fields where necessary interventions are needed. Priorities for the region and for the countries should become clear and should allow for actions that would give full swing to the Protocol's implementation.

The output of the evaluation exercise should also contribute to the elaboration and selection of coastal zone indicators to be used in future regular evaluations.

It is proposed, therefore, to prepare an overall evaluation of ICZM in the Mediterranean, based on the commonly agreed criteria, i.e. related to the objectives, definitions, principles and other provisions of the ICZM Protocol. Methodologies already in use in other regions or countries by different actors, though upgraded to conform to the legal requirements of the Protocol, should be applied. Evaluation should be country specific and should have an overall regional component.

5. References and Documents

- BP/RAC, 2005. *A Sustainable Future for the Mediterranean – The Blue Plan’s Environment and Developemnt Outlook*. London, Earthscan.
- Billé, R., 2007. [A dual-level framework for evaluating integrated coastal management beyond labels](#). *Ocean & Coastal Management*. Volume 50, Issue 10: 796-807.
- Burbridge, P. R., 2000. [A generic framework for measuring success in integrated coastal management](#). *Ocean & Coastal Management*. Volume 37, Issue 2: 175-189.
- Commission of the European Communities (CEC), (1995). (COM-95-511) *Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on the Integrated Management of Coastal Zones*. CEC, Luxembourg.
- Denis, J. and Y. Henocque, 2001. *Methodological guide to ICZM. Steps and tools towards ICAM*. Paris, UNESCO/IOC.
- EEA, 1999. *State and pressure of the marine and coastal Mediterranean environment*. Copenhagen, EEA.
- EEA, 2006. *Priority issues in the Mediterranean environment*. Copenhagen, EEA
- EEA, 2006. *The changing faces of Europe's coastal areas*. Copenhagen, EEA.
- Frantzi, S., 2008. [What determines the institutional performance of environmental regimes? A case study of the Mediterranean Action Plan](#). *Marine Policy*, Volume 32, Issue 4: 618-629.
- MAP/UNEP-PAP/RAC, 1995. *Guidelines for integrated management of coastal and marine areas with particular reference to Mediterranean basin*. UNEP Regional Seas Reports and Studies No. 161. Nairobi, UNEP/MAP-PAP/RAC.
- Olsen, S.B., 2003 [Frameworks and indicators for assessing progress in integrated coastal management initiatives](#). *Ocean & Coastal Management*, Volume 46, Issues 3-4: 347-361.
- PAP/RAC, 2003. *Feasibility Study for a Legal Instrument on Integrated Coastal Area Management in the Mediterranean*. Split, PAP/RAC.
- PAP/RAC, 2004. *Report of the Regional Stakeholders' Forum on ICAM: Towards New Protocol*. Split, PAP/RAC.
- PAP/RAC, 2005. *Report of the Consultative Workshop on Draft Protocol on Integrated Management of Mediterranean Coastal Zones*. Split, PAP/RAC.
- Pavasović, A., 1999. *Formulation and Implementation of CAMP Projects: Operational Manual*. Split, MAP - PAP/RAC.
- Pickaver, A.H., C. Gilbert and F. Breton, 2004. An indicator set to measure the progress in the implementation of ICZM in Europe. *Ocean and Coastal Management*, Volume 47, Issue 9-10: 449-462.
- Prieur, M. and Ghezali, M., 2000. *National legislations and proposals for the guidelines relating to integrated planning and management of the Mediterranean coastal zones*. Split, PAP/RAC.
- Rupprecht Consult, 2006. *Evaluation of ICZM in Europe*. CEC: Luxembourg.
- Trumbic, I., Hatzilos, M., Coccossis, H., Henocque, Y., Jeffic, Lj., Juhasz, F. and Kalaora, B., 1997. *Assessment of integrated coastal area management initiatives in the Mediterranean: experiences from METAP and MAP (1988-1996)*. Athens, METAP/MAP/PAP.
- UNEP/MAP/PAP, 2001. *Good Practices Guidelines for Integrated Coastal Area Management in the Mediterranean*. Split, PAP/RAC.
- UNEP/MAP/PAP, 2001. *White Paper: Coastal Zone Management in the Mediterranean*. Split, PAP/RAC.
- UNEP/MAP/PAP/METAP, 2002. *Coastal Area Management Programmes: Improving the Implementation*. Split, Priority Actions Programme.
- UNESCO, 2006. *A Handbook for Measuring the Progress and Outcomes of Integrated Coastal and Ocean Management*. Paris, UNESCO.
- Vallega, A., 1994. [Mediterranean action plan: Which futures?](#) *Ocean & Coastal Management*. Volume 23, Issue 3: 271-279.

Annexe VII

Thème 3 : Directives pour la définition de la zone de retrait (M. Prem)

GUIDELINES FOR THE DEFINITION OF A COASTAL SETBACK

Theme 3

- Establishment of a 100m coastal setback zone where no construction will be permitted - the most difficult Article
- Provision was 'softened' (respect legal and socio-economic conditions)
- Set of various criteria was agreed upon to allow such adaptations
- Interpretation of these specific provisions is more than necessary / allow countries to have a common ground when defining their setback zone

Examples of setback zones

- More/less based on a single criteria (sea level rise, nature protection)
- UNESCO defines coastal development setback
- The criteria in the Protocol - much more complex, diverse (natural/environmental criteria, social criteria)
- However, adaptation of the basic requirement (100m) must be consistent with the objectives and principles of the Protocol

PAP/RAC proposal

- To prepare a sort of guidelines or good practices
- Provisions of Article 8 would be elaborated in a practical way
- To include theoretical explanation of various criteria for the definition of the setback zone, such as:
 - projects of public interest,
 - areas having particular geographical or other local constraints, especially related to population density or social needs, where individual housing, urbanisation or development are provided for by national legal instruments

PAP/RAC proposal (cont)

- Additionally:
 - criteria of para 3 should be presented in a more detailed way (graphic interpretation)
 - examples of existing regulations in various countries (that serve to achieve the objectives and principles of this Protocol)
- Practical interpretation of these criteria to be tested under various Mediterranean conditions (future CAMP ?)

Annexe VIII

Thème 3 : Directives pour la définition de la zone de retrait (Rapport)

Expert Meeting on the Action Plan for the Implementation of the ICZM Protocol Split, Croatia, 17-18 June 2008

Theme 3: GUIDELINES FOR THE DEFINITION OF A COASTAL SETBACK

1. Introduction

The provision requesting the establishment of a 100m coastal setback zone where no construction will be permitted was one of the most difficult ones of the entire Protocol to negotiate. However, considering the lengthy discussions, this topic has proven to be very important and crucial for the signing and, probably, for the ratification of the Protocol.

The very strict initial request seemed to be too limiting for some countries, which then proposed, in accordance with the objectives and principles of the Protocol, to 'soften' this provision in a way that local legal and socio-economic conditions are taken more into consideration. To this end a set of various criteria was agreed upon to allow such adaptations. These are elaborated in paragraphs 2 and 3 of the Article 8. Interpretation of these specific provisions is more than necessary so that the countries have a common ground when defining their setback zone.

The meeting could therefore:

- discuss the meaning and implications of the setback provision,
- present and discuss the usefulness of some examples of the setback,
- further elaborate criteria for adaptation,
- survey the policies with regard to setback in various Mediterranean countries,
- draft the contents of the guidelines to define coastal setback.

2. Some examples of setback zones

Examples of the already applied setback zones in some countries are based, more or less, on single criteria, such as sea level rise, nature protection and alike. UNESCO defines coastal development setback as "...a prescribed distance to a coastal feature, such as the line of permanent vegetation, within which all or certain types of development are prohibited." Coastal development setbacks, according to UNESCO, have several functions:

- they provide buffer zones between the ocean and coastal infrastructure, within which the beach zone may expand or contract naturally, without the need for seawalls and other structures, which may imperil an entire beach system. Thus in this sense they may actually reduce beach erosion.
- they reduce damage to beachfront property during high wave events, e.g. hurricanes;
- they provide improved vistas and access along the beach;
- they provide privacy for the occupiers of coastal property and also for persons enjoying the beach as a recreational resource.

The criteria proposed in the Protocol are much more complex and diverse. They suggest not to consider just the natural/environmental criteria, but to explore the social ones as well, like projects of public interest, or the overall conservation and protection of the coastal zone. However, adaptation of the basic requirement (100m) must be consistent with the objectives and principles of the Protocol.

Several examples from other countries (Lebanon, Cyprus, Turkey, Hawaii, Antigua and Barbuda) are given in the Annex.

Article 8

PROTECTION AND SUSTAINABLE USE OF THE COASTAL ZONE

1. *In conformity with the objectives and principles set out in Articles 5 and 6 of this Protocol, the Parties shall endeavour to ensure the sustainable use and management of coastal zones in order to preserve the coastal natural habitats, landscapes, natural resources and ecosystems, in compliance with international and regional legal instruments.*

2. *For this purpose, the Parties:*

(a) *Shall establish in coastal zones, as from the highest winter waterline, a zone where construction is not allowed. Taking into account, inter alia, the areas directly and negatively affected by climate change and natural risks, this zone may not be less than 100 meters in width, subject to the provisions of subparagraph (b) below. Stricter national measures determining this width shall continue to apply.*

(b) *May adapt, in a manner consistent with the objectives and principles of this Protocol, the provisions mentioned above:*

1) *for projects of public interest;*

2) *in areas having particular geographical or other local constraints, especially related to population density or social needs, where individual housing, urbanisation or development are provided for by national legal instruments.*

(c) *Shall notify to the Organisation their national legal instruments providing for the above adaptations.*

3. *The Parties shall also endeavour to ensure that their national legal instruments include criteria for sustainable use of the coastal zone. Such criteria, taking into account specific local conditions, shall include, inter alia, the following:*

(a) *identifying and delimiting, outside protected areas, open areas in which urban development and other activities are restricted or, where necessary, prohibited;*

(b) *limiting the linear extension of urban development and the creation of new transport infrastructure along the coast;*

(c) *ensuring that environmental concerns are integrated into the rules for the management and use of the public maritime domain;*

(d) *providing for freedom of access by the public to the sea and along the shore;*

(e) *restricting or, where necessary, prohibiting the movement and parking of land vehicles, as well as the movement and anchoring of marine vessels, in fragile natural areas on land or at sea, including beaches and dunes.*

3. PAP/RAC proposal

On the basis of the collected documents on the experiences all over the world, and taking in consideration the specificities of the Mediterranean countries, a document could be prepared as a sort of guidelines or good practices. The Contracting Parties would certainly welcome this action.

Therefore, PAP/RAC proposes to prepare guidelines where provisions of Article 8 of the Protocol would be elaborated in a practical way. This should include theoretical explanation of various criteria for the definition of the setback zone, such as:

- projects of public interest,
- areas having particular geographical or other local constraints, especially related to population density or social needs, where individual housing, urbanisation or development are provided for by national legal instruments.

Additionally, criteria of para 3 should be presented in a more detailed way, possibly with graphic interpretation and using existing practices from other regions (if existing), and various, already existing, national regulations that serve to achieve the objectives and principles of this Protocol, in particular the protection and sustainable use of the coastal zone. Practical interpretation of these criteria should be tested under various Mediterranean conditions and elaborated in the report. Practical examples of existing regulations in various countries should be presented as well. In parallel, this provision should be tested in future CAMP projects so that concrete Mediterranean cases are timely elaborated.

4. References and Documents

- Belton – Taylforth, 2006. *Harvey Coastal Management Plan. Chapter 5.8 Coastal setbacks*. Shire of Harvey.
- Buffalo City Municipality, 2005. *ICZM Plan 2005: Coastal Action Plan 1: Spatial Planning and Development- First draft. Chapter 7.1.4 Coastal Setback lines*.
- Cambers, G., 1997. *Planning for coastal change. Guidelines for construction setbacks in the Eastern Caribbean Islands. CSI info No. 4*. UNESCO and University of Puerto Rico.
- Cambers, G., 1998. *Coastal Development Setback Guidelines in Nevis*. UNESCO and University of Puerto Rico.
- Clark, J. R., 1996. *Coastal Zone Management Handbook*. Baton Rouge, CRC Press.
- CONSCIENCE, no date. Project web site: <http://www.conscience-eu.net>
- EEAA. 1997. *Environmental Guidelines for Development in Coastal Areas (Chapter C: Coastal Setback Use and Development)*. pp. 55-62
- Ferreira, Ó. *et al.*, 2006. [An integrated method for the determination of set-back lines for coastal erosion hazards on sandy shores](#). *Continental Shelf Research*. Volume 26, Issue 9: 1030-1044.
- Fish, M.R. *et al*, 2008. Construction setback regulations and sea-level rise: Mitigating sea turtle nesting beach loss. *Ocean & Coastal Management*. Volume 51, Issue 4: 330-341.
- Hawaii, no date. http://www.friendsofcortemaderacreek.org/creek/creek_care.html
- Lebanon, no date. <http://www.moe.gov.lb/NR/rdonlyres/3E51949B-0DE8-4A5C-9B1C-14B11965E904/0/Chap11SoilsandLand.pdf>
- Markandya, A., 2007. *Protecting Coastal Zones in the Mediterranean. An economic and regulatory analysis*. Split, PAP/RAC.
- US EPA, 1995. *Selected State/Regional Policy Responses to Accelerated Sea-level Rise and Coastal Erosion - Appendix B*.

EXAMPLES OF SETBACK ZONES

LEBANON

Lebanon State of the Environment Report Ministry of Environment/LEDO

<http://www.moe.gov.lb/NR/rdonlyres/3E51949B-0DE8-4A5C-9B1C-14B11965E904/0/Chap11SoilsandLand.pdf>

Sustainable development of the coastal zone

Sustainable development of the coastal zone will require preservation (at a minimum) and restoration (in the long-term) of public access to the coast and beaches of Lebanon. Any future tourism project would need to respect the right of public access to the beach and the continuity of the coastline, as stipulated by Decree 4810. One way to accomplish this is to require a minimum setback distance of 60 to 100 meters (depending on local conditions) for all construction; the current 10-meter setback is not sufficient to protect the beach and the right of public access to it. Another way is to prohibit any type of permanent or semi-permanent structures in the maritime public domain. Also, tourism projects (of any type) would not be granted permits for conditional use of the maritime public domain (e.g., they do not meet the “public utility” criterion under Decree 4810). Finally, any sea embankment projects without a strong public utility component would not be authorised. Any project that goes forward would respect, at a minimum, the right of public access to the beach and the continuity of the coastline.

TURKEY

The Shore Law

The Shores Law gives definitions of the 'shoreline' and the 'shore'. The 'shoreline' is defined as: 'the line along which water touches the land at the shores of seas, natural or artificial lakes, and rivers, excluding the inundation periods'. The 'shore' is the area between the shoreline and the 'shore edge line', which is defined as 'the natural limit of the sand beach, gravel beach, rock, boulder, marsh, wetland and similar areas, which are created by water motions in the direction of land starting from the shoreline'. It is observed that, although the location of the shore edge line is very important for managing development at the shore, its definition is far from being clear and exact. The 'shore strip' is set to have a minimum of 100 m width horizontally, starting from the 'shore edge line', according to the amendment dated 1st-July 1992.

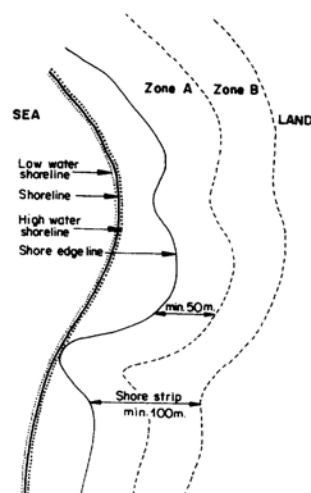


Fig. 1. Sketch describing shoreline, shore edge line, shore, and shore strip.

CYPRUS

The Cyprus Act of 1959 forbids foreshore construction within a 50- meter wide coastal fringe.

HAWAII

The coastal setback in Hawaii is measured from the Certified Shoreline, defined in the CZM as:

The upper reaches of the wash of the waves, other than storm and seismic waves, at high tide during the season of the year in which the highest wash of the waves occurs, usually evidenced by the edge of vegetation growth, or the upper limit of debris left by the wash of the waves. (HRS 205A)

http://www.mothernature-hawaii.com/files/honolulu_planning-16.pdf

This definition creates problems as there are many variables associated within the measurable limits of building space on the shore. Unfortunately the “edge of vegetation growth” or the landward limit of development, all too often appears to be migrating seaward as commercial interests and homeowners frequently landscape their beachfront in order to gain valuable coastal building space. The cumulative effect of this practice “constitutes a slow but inexorable encroachment of development upon the hazardous and fragile beaches of Hawaii. (Fletcher 2000) Also, measuring by the variable characteristics of wave run-up does not allow for a more accurate means of measurement, such as a fixed natural monument or datum with measurable characteristics. (Fletcher 2000)

Problems also arise when the basis of measurement is determined by unobservable phenomenon identified by the property owner’s surveyor. Although the State Surveyor “certifies” the position of the shoreline on a case-by-case basis, the caseload consists of 200 applications per year, rendering it impossible to visit each application that could be located on any of the seven Hawaiian Islands.

http://www.friendsofcortemaderacreek.org/creek/creek_care.html

What are development setbacks

<http://www.ew.govt.nz/enviroinfo/hazards/naturalhazards/coastal/summary.htm>

Development setbacks define how much space should be left between buildings and a shoreline to protect property against damage caused by coastal erosion or flooding.

Coastal erosion should be considered when placing houses in coastal settlements (‘setback distance’). Setback distances are necessary in order to avoid risks from coastal hazards and need to be identified before any coastal development goes ahead. There must be enough dune buffer to protect the building from the effects of wind, storms and flooding.

Setback Distances: Eastern Coromandel Beaches

ANTIGUA AND BARBUDA

Coastal Development Setback Guidelines in Antigua and Barbuda

Coastal setback provisions ensure that development is prohibited in a protected zone adjacent to the water’s edge.

Coastal development setbacks have to be carefully designed. From a beach dynamics perspective, large setbacks are beneficial, however, from a developer’s viewpoint, these setbacks leave a lot of valuable land tied up and unavailable for development, and they may meet with considerable resistance.

Some countries utilise variable setbacks which make allowances for natural variations in shoreline trends from one beach to another. So on beaches that are eroding the coastal development setback will be greater than on stable beaches or on those beaches that are building-up (accreting).

Since there is a need for further development in the coastal zone in the interests of the country's economic well-being which is at least partially dependent on the tourism industry, setback policies must be designed to ensure that new development is sustainable. Thus new development should not threaten the integrity of the coastal-marine environment which is the foundation of the tourism industry.

However, it must be recognised that it is one matter for planners to prescribe setbacks, but in order for them to be successful, groups such as architects, draftsmen, developers and the general public, must be shown the rationale and the need for such planning tools. As with other facets of coastal area management, the need for education, participation and communication is of paramount importance.

Beaches are among the most dynamic systems in nature, they show visible changes over hours, days, months and years. One of the dominant characteristics of beaches is their constant changes in form, shape and sometimes the very material of which they are composed. The best way to conserve beaches is to allow them the space to move - in a seaward direction when sand is building up (accretion) and in a landward direction during erosion phases. The prudent use of coastal development setbacks or establishing a safe distance between buildings and the active beach zone can ensure that space is provided for a beach to move naturally, both during normal events and infrequent hurricanes, thereby ensuring the beach is conserved for all to enjoy and that coastal infrastructure remains intact.

Methodology

Based on the coastal form, five major coastal types can be identified:

- a) cliffs;
- b) low rocky shores;
- c) small sandy offshore cays;
- d) mangrove coastlines;
- e) sand or stone beaches.

Setback guidelines are developed for each coastline type. The methodology utilises geomorphologic, geological, oceanographic and ecological characteristics, as well as observed rates of change and socio-economic factors.

a) Setback Guidelines for Clifed Coasts

Geological composition and wave processes are major factors determining cliff retreat. "Hard" rock cliffs composed of volcanic and limestone rocks will generally erode much more slowly than cliffs composed of "soft" rocks such as clays and sandstones, where erosion rates may be as high as several yards/metres a year. Cliff retreat rates are generally higher on windward coasts where wind and wave action is more intense. Cliff erosion is usually not a gradual process, but a sudden one as large blocks collapse especially in fractured rocks such as limestone.

b) Setback Guidelines for Low Rocky Shores

In Antigua, these shores are usually composed of limestone or sometimes volcanic rock, while in Barbuda they are made of limestone. Generally they show low levels of retreat, however, development in these areas is vulnerable to seawater inundation during tropical storms and hurricanes, thus a setback of 100 feet (30 m) from the vegetation line is recommended. On some windward coasts, there may be no tree of scrub line, in such cases the shrub/grass edge is the starting point for measurement of the setback distance.

On low rocky shores, all new development should be set back a minimum of 30 m from the natural vegetation line.

c) Setback Guidelines for Small Offshore Cays

There are several small offshore cays in the North Sound area off the northeastern coast of Antigua and in the northern section of Barbuda. Most of the cays in the North Sound area are rocky or at least have a rock base. One exception is Maiden Island in North Sound which was formed with material dredged from the Airport project. Sandy cays in particular, are very vulnerable formations. They may temporarily or permanently disappear during a major hurricane. Furthermore, they may reform after the hurricane in a different location. For these reasons it is recommended that, if development is permitted on these sandy

cays, then it should consist of small individual buildings made of wood and with no concrete foundations. Actual setback distances should be determined using setback values for nearby beaches on the mainland.

d) Setback Guidelines for Mangrove Coastlines

Much of the eastern coast of Antigua, extending from Barnacle Point near the airport to Nonsuch Bay consists of a mangrove coastline. It has been estimated that more than 11% of Antigua's coastline consists of mangroves/wetlands (Cambers, 1991). These wetland systems may consist of narrow bands of fringing mangroves or extensive mangrove forests extending several hundred yards inland as at Fitches Creek or to the east of Parham. Similarly in Barbuda there are extensive wetland systems on the northern part of Goat Island and at the northern end of Codrington Lagoon.

e) Setback Guidelines for Sand and Stone Beaches

Due to the complexity of beaches and their changes, as well as their importance for tourism, recreation and development, setbacks have been determined individually on a beach-by-beach basis in Antigua and Barbuda. This allows for greater setbacks on eroding beaches which will in turn provide for the preservation of beaches, protection of beachfront property and the reduction of erosion caused by certain beach protection structures. Furthermore, such setbacks will reduce the need for beach protection measures.

The line of "permanent" vegetation has been used as the baseline for measurement. This is the tree line or scrub line and can be easily defined and agreed by different observers. Also, it shows only slight change apart from the relatively rare tropical storms and hurricanes. Features such as high water mark vary according to the tidal cycle and are highly subjective, especially when used by untrained observers.

Some beaches are backed by sand dunes. Sand dunes are reservoirs of sand which supply the beach with sand during tropical storms and hurricanes. Thus they are temporary features. New development should always be placed landward of the primary dune, see Figure 1. Sometimes there is no "tree line" in sand dune areas, instead the dunes are covered with grass and vines. In such cases the baseline for measurement will be the crest (top) of the primary (most seaward) dune. It is essential to maintain the primary dune intact and free of development.

The setback applies to all permanent development e.g. houses, hotels, villas, commercial buildings, whether wood or cement, swimming pools and roads.

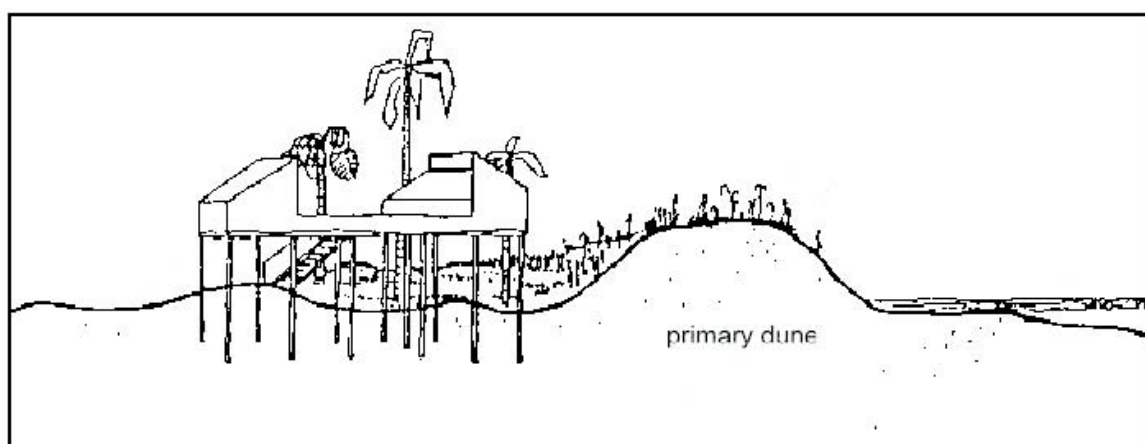


Figure 1. Recommended Construction on a Dune.

The primary dune has been left intact. The building has been built on piles so as to allow the uninterrupted flow of floodwater and has been positioned behind the primary dune. (Figure adapted from the U.S. Department of Housing and Urban Development, 1981).

No development should be permitted seaward of the baseline, that is the "permanent" vegetation line, with the obvious exceptions of jetties and docking facilities.

In Antigua one setback value was calculated for each beach. However, in Barbuda the coastline is not divided by rock headlands into separate beaches. So in Barbuda the coastline was divided into sections. Setbacks have been developed for individual beaches based on the following formula:

$$(a + b + c) d = \text{setback}$$

a is the projected change in coastline position over the next 30 years based on recorded changes;

b is the projected change in coastline position likely to result from a major hurricane;

c is the predicted coastline retreat by 2030 resulting from sea level rise;

d represents other factors including ecological, planning and social considerations.

In Antigua, aerial photographs from 1968 and 1991 were compared to determine historical coastline changes. In Barbuda the photographs from 1958 and 1991 were compared. Beach monitoring has been ongoing in Antigua since 1991 and in Barbuda since 1995 and is conducted by the Fisheries Division within the regional Coast and Beach Stability in the Caribbean Islands (COSALC) project. Trends from these two data sets were used to project coastline changes over the next 30 years ("**a**" in the above formula). In most, but not all, cases the historical data from the aerial photographs was used to determine "**a**" mainly because of the longer time period.

Data from the beach monitoring programme were used to determine the changes in the land edge or dune edge that occurred as a result of Hurricane Luis in 1995. This provided the basis for the projected change from a major hurricane, "**b**" in the above formula. It is anticipated that Antigua and Barbuda will be impacted by at least one major hurricane in the next 30 years. (This does not mean that the hurricane centre has to pass directly over the country but rather that it will pass close enough to cause severe damage).

As sea level rises, low sandy shorelines retreat inland. The Bruun Rule (1962) was used to compute this change, "**c**" in the above equation. This factor is somewhat speculative since there are no long-term tide gauge data in Antigua or Barbuda. However, for the purposes of this report and on the basis of historical tide gauge data for other parts of the Caribbean, it has been assumed that the sea level would rise in Antigua and Barbuda by 0.3 m over the next 100 years.

The factor "**d**" in the above equation represents a combination of the following:

- coastline shape and how sheltered a beach is from incoming waves;
- coastal features such as sand spits and bars;
- offshore features such as coral reefs;
- man's activities such as sand mining, offshore dredging;
- planning considerations such as lot size, national park designations.

While the incorporation of these factors involves qualitative decisions, they are nevertheless too important to be omitted.

Coastal Development Setbacks in Antigua and Barbuda

Blanket setbacks have been determined for cliffed coasts and low rocky shores. These are:

- on cliffed coasts, the setback is 50 feet (15 m) from the cliff edge;
- on low rocky shores, the setback is 100 feet (30 m) from the natural vegetation line.

For coastlines fringed by mangroves and wetlands, setbacks will be determined for individual systems based on the ongoing mangrove inventory and the relative importance of particular mangrove systems. As with beaches, there will be different setbacks for individual mangrove systems. Until the mangrove inventory is complete (end of 1998/beginning of 1999), it is recommended that the Land Development Control Authority Regulations (1996, No. 20) should be applied to all applications dealing with development in wetlands. It is further recommended that during the review process, applications for development in wetlands should be referred to the Fisheries Division and the Environment Unit.

Specific setbacks have been determined for individual beaches in Antigua and Barbuda. In all cases these are measured landwards of the line of permanent vegetation (tree line/scrub line). These setbacks apply to all types of development - houses, hotels, villas, commercial buildings, whether wood or concrete, roads and swimming pools.

However, a special provision has been made for small individual buildings made of wood and with no concrete foundations to be used exclusively for the purpose of beach restaurants and/or bars, on the grounds that their economic viability depends on their proximity to the beach. These structures should be set back at least 8 m landwards of the vegetation line.

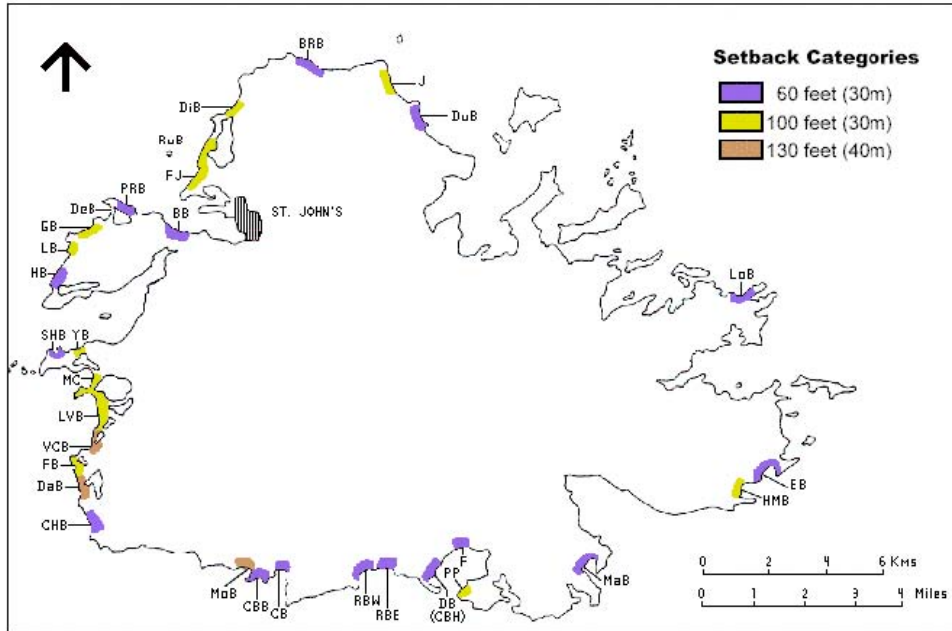


Figure 2. Beach Setback Categories in Antigua

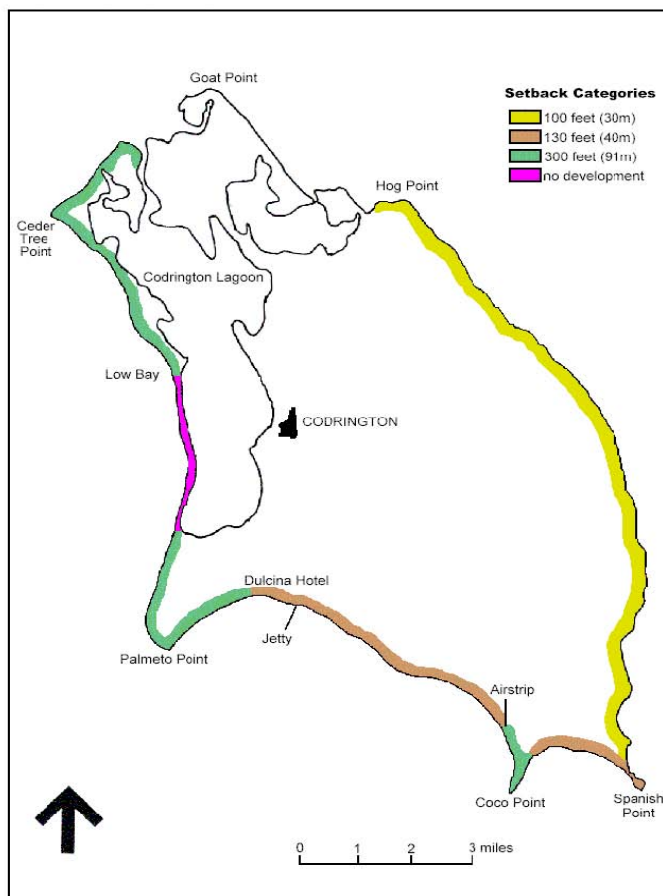


Figure 3. Beach Setback Categories in Barbuda

In Antigua most of the beaches fall into the two lower setback categories: 18 m and 30 m. In Barbuda the setback distances are higher.

Once the setback standards are incorporated into Antigua and Barbuda's planning legislation and the development plan, it is recommended that they be applied on a fixed basis with deviations being allowed only under very exceptional circumstances. Planners may exercise some flexibility in cases where the calculated setback for a particular beach/beach section is **less** than the category value. Thus a planner reviewing an application for this beach may decide to accommodate a developer's wish to build closer to the beach by relaxing the setback to the 25 m value. Such accommodation should only be permitted where the calculated setback for a particular beach is less than the category value assigned to that beach. These setbacks, which can be fully justified and explained to developers, should facilitate future coastal development.

However, it must be emphasised that any setback policy must be combined with an education and awareness campaign so that members of the public, as well as special interest groups such as architects, contractors and politicians, fully understand the need for such setbacks.

Source:

Planning for coastline change: Coastal development setback guidelines in Antigua and Barbuda

COUNTRIES: DISTANCE INLAND FROM SHORELINE

France: 100 m.

Norway: 100 m. (no building)

Sweden: 100 m. (in some places to 300 m.) (no building)

Spain: 100 to 200 m

Greece: 500 m

Denmark: 1–3 km. (no summer homes)

USSR - Coast of the Black Sea: 3 km. (exclusion of new factories)

Definition of shoreline varies, but it is usually the mean high tide. Most nations and states exempt coastal dependent installation such as harbour developments and marinas.

Source:

Sorensen and McCreary, 1990

Annexe IX

Thème 4 : Formation et sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole (D. Povh-Škugor)

| | |
|--|---|
| <p style="text-align: center;">ASSESSMENT AND EVALUATION OF ICZM</p> <p style="text-align: center;">Theme 1</p> | <ul style="list-style-type: none"> • ICZM Protocol crucial milestone in the development of ICZM in the region • Implementation will be dependent on the accurate evaluation and assessment of ICZM progress • A need to evaluate the current state of ICZM implementation and progress • Define the “baseline” conditions • Article 16: Monitoring and observation mechanisms and networks • Article 27 para 2 b): establish and maintain up-to-date assessments of the use and management of c.z. • Article 32: para 1 b): to prepare a regular report on the state and development of ICZM in the Med Sea with a view to facilitating implementation of the P |
| <ul style="list-style-type: none"> • The first MAP attempt to evaluate ICZM in the Mediterranean in 1997 together with METAP • Ten years after, another evaluation, corresponding with the adoption of the ICZM Protocol • A baseline document for many actions requested by the Protocol • The evaluation should permit better planning and prioritising of the activities • Also allow for periodic assessment of the success of the Protocol's implementation in the decades to come | <p style="text-align: center;">PAP/RAC proposal</p> <ul style="list-style-type: none"> • To prepare an overall evaluation of ICZM in the Mediterranean (commonly agreed criteria, i.e. related to the objectives, definitions, principles and other provisions of the Protocol) • Elaboration of the most critical gaps and fields where interventions are needed • To apply methodologies already in use in other regions or countries (conform to requirements of the Protocol) • Evaluation should be country specific and should have an overall regional component |
| <p style="text-align: center;">PAP/RAC proposal (cont)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Priorities for the region and for the countries should become clear • Allow for actions that would give full swing to the Protocol's implementation • Selection of coastal zone indicators to be used in future regular evaluations | <p style="text-align: center;">Available in the Brief</p> <ul style="list-style-type: none"> • Overview of the ICZM policies initiated in the framework of MAP • Documents focusing on the evaluation of ICZM in the Mediterranean • Other relevant sources |

Annexe X

Thème 4 : Formation et sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole (Rapport)

Theme 4: AWARENESS-RAISING AND TRAINING FOR THE IMPLEMENTATION OF THE PROTOCOL

1. Introduction

Having in mind all the latest state-of-environment reports, ecological footprint analyses and other similar sources of information, it is obvious that today's development path is far from sustainability. Coupled with the IPCC reports and forecasts, it is clear that a sharp turn in the current practices and policies would be needed to divert development towards sustainability. Crucial precondition for such a change is awareness of its necessity and realising that such a change demands acting on all levels, namely, personal, local, national and global.

Raising awareness of the value of the coast and of the need for its management is essential to sustainable coastal development. This applies to top policy-makers, government officials, opinion formers, through all levels of communities living, working or visiting the coast, as well as through academia and school children.

Awareness-raising means advertising the fact that current practices are not creating a sustainable coastal environment and pointing out the possible repercussions that massive losses to natural resources and natural habitats could mean to user groups (UN Atlas of the Oceans, 2008). Awareness-raising aims to promote changes in the behaviour of all: policy-makers, key stakeholders and civil society.

In order to raise awareness in general, education, training and capacity building of all types are essential. The ultimate goal of education in coastal management is to help transferring common policies and changing current practices towards more sustainable paths of development.

In the recently published Mediterranean Awareness-raising Strategy (MARS), for the efficient awareness-raising a creation of a self-sustaining community of "Awareness Raisers" is proposed. Success of such initiative may be realised only if supported continuously, beyond the life-span of one project. If current economic, environmental and political difficulties are to be resolved, it will be through the activities of the empowered and informed stakeholders who understand their relationship with the coast and the importance of their heritage (MARS, 2008).

Raising awareness of the coastal value and importance of its management can be achieved through a wide span of different activities:

- In schools, as part of a national curriculum;
- Through children literature and games promoting sustainability;
- Through coastal management programmes offered in the Universities;
- Through life-long learning, as well as specialised courses offered for different target groups, like, for example, for higher governmental levels, or in specific niches like for ICZM Protocol implementation;
- Through different workshops for exchange of experience and scientific information;
- Annual reports on the state of the coastal environment;
- Web sites and newsletters for the public from all types of coastal management agencies and NGOs to provide information on activities;
- Through public events, like Coast Day, Maritime Day, Coastal Expo or similar;
- Through "awareness raisers" - influential individuals and important opinion formers like Ambassadors for the Coast;
- Through media channels such as newspapers, popular magazine articles, radio transmissions and television;
- Award schemes like Quality Coast (EUCC destination label) or building of the networks like the one proposed with the recently endorsed Sardinia Charter;
- Public opinion and demands being incorporated into coastal resource management;
- Outreach programmes in communities; etc.

Finally, it is important to mention that the Aarhus Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters, agreed by the UN Economic Commission for Europe (UNECE), adopted in 1998, acknowledges that the obligation to

present and future generations can be achieved only through the involvement of all stakeholders. This Convention provides certain rights for the public and imposes obligations to authorities regarding access to information and justice, as well as to decision-making structures through public participation. It is advocating a new understanding for public involvement in the negotiation processes of international agreements. This convention has been ratified by 40 countries, mainly from Europe and Central Asia, including the European Union.

Also, an interesting practical step has been realised through the Coastal WIKI, developed through ENCORA project. This is an Internet encyclopaedia of 911 information pages for and by coastal professionals providing up-to-date high quality Coastal and Marine information structured on different issues related to coastal management. Target user groups are policy-makers, practitioners, scientists, students at academic institutions and trainees, public stakeholders and the wider public.

Several projects have been implemented in Europe and in the Mediterranean with the objective to assess public awareness of coastal issues. Some of them are: PAP/RAC Opinion Poll done within the SMAP III project in the southern Mediterranean countries, EUCC questionnaire to ICZM professionals in different European countries, and Beachmed's assessment of public opinion in different regions in France, Italy and Greece. All of these assessments demonstrated an extremely low level of public awareness of ICZM.

Finally, taking into account all the above mentioned, it can be concluded that raising awareness, education and capacity building are the key components for a successful implementation of the ICZM Protocol and for the realisation of its ultimate goal - a sustainable coastal development.

2. Practical experiences in training and awareness-raising

PAP/RAC has successfully implemented a number of training courses and awareness-raising activities on ICZM. Educational programmes, training and public education on this subject, such as MedOpen, Educom and Coast Day awareness-raising campaign, have been organised by PAP aiming to provide support to Mediterranean countries in building coastal management capacities and to promote awareness of the value and state of coasts.

a. MedOpen (<http://www.medopen.org>)

The MedOpen training course aims to assist Mediterranean countries in building capacities for coastal management. It has been globally agreed that the Integrated Coastal Zone Management (ICZM) is an optimal approach to a successful coastal management. Such an approach is being used in this training course. Target users of MedOpen are decision-makers (at the local, national, regional and international level), policy advisors, project managers, staff and experts from international organisations and institutions, academic researchers, students, and all others interested in coastal management.

In the frame of MedOpen Basic and MedOpen Advanced training courses, the following themes have been elaborated: Sustainable development issues; How to respond?; Basic principles of ICZM; Benefits of ICZM; Who is responsible for ICZM?; Legislative, institutional and financial framework; Examples of introducing ICZM at the national level; How to prepare and implement an ICZM project; Tools and techniques for ICZM; Good practices demo; and Conclusions and ideas for future.

The first run of both, the advanced and basic training courses was launched in April 2004. In total, 325 participants from all Mediterranean and many other countries of the world (i.e., Canada, China, USA, Australia, UAE, Sudan, South Africa, Germany, The Netherlands, etc.) have registered to English and French version of MedOpen Basic and Advanced. Thirty-seven people enrolled in MedOpen Advanced in English and in French, and 14 were awarded with MedOpen Advanced certificate.

| Language version | MedOpen participants |
|------------------|----------------------|
| English | 177 |
| French | 145 |
| Arabic | 245 |
| TOTAL | 567 |

Number of participants registered at MedOpen from 2004 - 2008

Within the SMAP III ICZM framework funded by the European Commission, SMAP RMSU organised the translation of MedOpen in Arabic. The initiative aimed at assisting decision-makers, policy advisors, project managers and experts from the Southern and Eastern Mediterranean countries in building capacities for coastal management in view of the implementation of the Phase III of the SMAP programme. The first and second runs of the ArabMedOpen were launched in 2005 and 2006, respectively, as a joint initiative of the SMAP RMSU, UNEP/MAP PAP/RAC and CEDARE in the framework of the SMAP project.

MedOpen has been a free resource by now. It has been proposed to introduce a small fee, in order to achieve a higher commitment among the candidates. Currently, MedOpen in English and in French needs updating and revision.

Since recently, the option to produce specified modules has been considered. The idea is to focus the first module on the ICZM Protocol, namely, to organise a training and public education on integrated management of coastal zones with a view to ensuring their sustainable development.

b. Educom (<http://www.educom-med.org/course/CourseWeb.htm>)

In December 2003, PAP/RAC together with the University of Split, Croatia; the University Ca'Foscari, Venice, Italy; the University Pablo de Olavide, Seville, Spain; and Cairo University, Egypt, proposed to TEMPUS programme a project to create an Internet-based postgraduate programme on Integrated Coastal Management in the Mediterranean - Educom@med.

The main objective of the Programme is to educate modern coastal areas managers that will, understanding the coastal areas as a complex system, acquire knowledge and skills necessary for integrated management of the entirety of a coastal area. During the programme, the students adopt a creative and pro-active approach to and a methodological basis for analysing coastal areas. They also acquire knowledge on structures and processes on the coastal areas, and master the methods and skills required in the process of ICM. This postgraduate programme contains 90 ECTS of the main issues relevant to coastal managers in the Mediterranean Region for the duration of 1.5 semesters.

The platform on which the Educom@Med course is constructed and delivered is WebCT (Web Course Tools), a sophisticated computer-based platform that enables instructors and students to be in a synchronous and asynchronous contact, providing support, content delivery and assessment.

The structure of the course is the following:

- Taught Modules
 - Module I: Fundamentals and methods in ICM
 - Module II: Coastal ecosystems and processes
 - Module III: ICM Framework
 - Module IV: Sectoral policies in ICM
 - Module V: Tools and techniques in ICM
- Field trip
- Traineeship
- Thesis:
 - e-learning platform
 - compulsory and additional readings
 - presentations
 - glossary
 - case studies
 - e-library

With the signature of the Mediterranean Protocol on ICZM, the Parties undertook the obligation to develop education programmes, training and public education on ICZM. Educom is created as the academic Mediterranean ICZM postgraduate course, targeting all Mediterranean countries. In addition to Educom, there are several more ICZM courses in the Region. Since the niche on the market is not large, it would be reasonable to improve the existing courses by taking new partners and by upgrading the already developed programmes.

c. Coast Day Awareness-Raising Campaign (<http://www.coastday.org>)

With the signature of the Mediterranean Protocol on ICZM, the Parties also undertook the obligation to carry out, at the national, regional or local level, awareness-raising activities on ICZM. An awareness-raising campaign implemented by PAP/RAC within the EU financed project is presented below, because of its larger than expected success and the need to use it for the promotion of the Mediterranean Protocol on ICZM.

One of the specific objectives of the SMAP III project is to promote awareness of the value and state of coasts. In order to raise awareness among the general public and decision-makers, the campaign was organised in partnership with NGOs and ministries of the environment (PAP Focal Points).

The awareness raising campaign consisted of four parts, namely: opinion poll; appointment of the Ambassadors for the Coast; preparation of the TV spot; and Coast Day celebration on October 24, 2007.

The aim of the Opinion Poll was to identify the level of awareness of the most important coastal issues. In most of countries, coast has been recognised as an important or very important resource. In addition, the majority of respondents considered the coast of their country as threatened or very threatened. It is very indicative that in all the countries, the majority of respondents stated that they were not aware of any current or planned activities in their country related to coastal protection and management.

In order to make the awareness campaign more visible to the general public, to attract attention of media, and in particular to secure an easier access to the top-level policy makers, PAP/RAC decided to appoint Ambassadors for the Coast. They were selected because of their contribution to the coastal management and efforts they made towards the promotion of sustainable coastal development. It is expected that the Ambassadors for the Coast will assist PAP in their endeavours to promote sustainable coastal development. The following Ambassadors for the Coast were appointed in 2007: Princess Lalla Hasna of Morocco, President of the "Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement"; prof. Predrag Matvejevic, the author of the famous "Mediterranean Breviary"; Mr. Chérif Rahmani, the Algerian Minister of Land-use Planning, Environment and Tourism; and Mr. Renato Soru, President of the Sardinia Region and a policy-maker.

Following the recommendations of the "ICZM Marketing Strategy", PAP/RAC concluded that the most efficient tool for raising awareness of the need for ICZM would be to prepare and broadcast a TV advert on the value of the coast, and on the need for its management. Potential of the TV advert is considered particularly important, since the largest segments of the modern society assimilates the short TV commercial type of messages. The TV spot was filmed in Tunisia, in August 2007, and produced in five languages. The English, French and Arabic versions were produced by the resources of this project, while the MAP Office in Athens produced the version in Greek. The Italian Region of Sardinia produced the Italian version of the TV spot. Information about the TV advert was sent to more than 100 TV stations in the eligible countries. Finally, the TV spot was broadcasted on 17 TV stations. It was shown at the MedFilm Festival in Rome, on the green.tv, on You Tube and during the screening event on the occasion of the Coast Day in Plaka, Athens.

Coast Day celebration was organised in 15 Mediterranean countries, namely: Algeria, Morocco, Egypt, Jordan, the Palestinian National Authority, Lebanon, Syria, Turkey, Greece, Cyprus, Croatia, Montenegro, the Italian Regions of Sardinia and Liguria, France and in the Spanish Region of Andalusia.

Initially, there were 20 partners. Later on, 40 more joined, so that finally 60 partners participated in the celebration. The Coast Day bilingual (English and French) web site was opened in May 2007 and by the end of 2007, more than 5,000 visitors visited the Coast Day web site and 30 links were established to it. A number of 70 news was published. It is interesting to note that although no activities were performed after November and although only one news was placed on the web site, the number of visitors is constantly growing.

During the Coast Day, 12 workshops were held, namely, in: Morocco, Algeria, Egypt, Jordan, The Palestinian National Authority, Syria, Italy and Cyprus. Six more workshops were held for schools in Morocco, Algeria, Syria, Greece and Cyprus, while several conferences were organised in Algeria and a coastal panel was held in Turkey. Concerts were held in Egypt, Syria and Italy, while six clean up campaigns were held in Morocco, Algeria, Egypt, Syria and Greece. Kayak excursions were held in Turkey and on the lake of Nador, Morocco. Environmental exposition was held in Lattakia and Syria. A marathon was held in Egypt, drawing contests in Morocco and Algeria, together with photo, poster and other exhibitions. The SMAP Clearing House provided a Virtual Treasure Hunt on the Coast Day. During

the Coast Day, 20 TVs informed about the event, while many other media (newspapers and radio) followed the event. Posters, leaflets, bookmarks, stickers, CDs and other relevant promotional materials were widely disseminated in all the countries of the project.

Particularly successful and interesting was a Coast Day celebration in Sardinia. Actually, Sardinia organised a Coast Week (*La settimana delle coste Sarde*) with a 7-day programme. During the week, 5 Marine Protected Areas (MPAs) had "open doors", a sailing regatta was held, excursions and courses of wind surf, kite surf and scuba diving and a concert of a Tunisian musician were organised. Environmental education activities were also organised jointly with schools and local people. A two-day conference was held in Cagliari, starting with a Round Table of directors of the Sardinian MPAs, representing 20% of the total of the Italian MPAs. The Round Table resulted in a Manifest of the MPAs. The press followed all the events, and the local and national journals published a number of articles. The Coast Day TV spot was broadcasted on the two Sardinian TVs, and on a satellite TV - Eco TV. On the conference day, during the sailing regatta, the Italian national TV Rai Tre broadcasted a TV emission, which was dedicated to the Coast Day and coastal management. The emission - "Ambiente Italia", is a TV show broadcasted already for 15 years every Saturday afternoon. For one hour and a half, different coastal issues were presented and discussed in a fascinating and interesting way.

Finally, the MAP Office in Athens contributed significantly to the Coast Day celebration. The MAP Office co-ordinated activities of seven Greek partners in organising Coast Day. MAP presented Coast Day to UNEP as the Mediterranean contribution to the UN DAY.

In addition, the MAP Office, in collaboration with partners, organised a screening event in Plaka, Athens. The outstanding success of this event demonstrates that this is a powerful awareness-raising tool. Hundreds of thousands of people were directly informed on the value of the coast and importance of its management. Therefore, in future, this initiative could also be used for the promotion of the Mediterranean Protocol on ICZM, as well as other coastal policies among top-level policy and opinion makers.

d. EU Maritime Day

The first ever European Maritime Day was celebrated on 20 May 2008 with a stakeholder conference in Brussels and several maritime events organised in the regions. The stakeholder conference focused on the regional approach to the implementation of the Integrated Maritime Policy. For the EU, this was an occasion to highlight the crucial role played by the Oceans and Seas and will contribute to a better visibility of the maritime sectors and more recognition of the importance they play in everyday life.

On the occasion of the EU Maritime Day, PAP/RAC in collaboration with the Autonomous Region of Sardinia (Italy), organised a Mediterranean workshop on ICZM Policy and a Coastal EXPO - an event for the general public. About 70 posters were exposed by different ICZM organisations from all over the Mediterranean. Different promotional materials were presented, including the films, a TV spot, transmissions and photos. Also, the models of different projects to rejuvenate the coastal villages were presented by the Faculty of Architecture of Alghero. Finally, in the afternoon, four workshops were held on the ICZM related topics. The aim of this public event was to raise awareness of the EU Maritime Day, of the value of the coast and the necessity of ICZM for the sustainable coastal development. A number of 512 people in total participated at the event, including the students from 6 universities, representatives of 3 marine protected areas, as well as representatives of 8 NGOs, 3 local authorities and 2 research centres. Several media representatives participated in these events.

Events of this type, as well as different "open door" type events, should be taken into consideration for the future awareness-raising activities, since it has been proven that they may mobilise attention of the media and of the general public. In future, special attention should be paid to the involvement of the private sector in such events.

3. Questions for discussion

a. Training

- justify the need for a training;
- define the main elements of the ICZM Protocol where a training is needed;
- make proposals on how to organise a training; and
- discuss and propose the target audience.

b. Awareness-raising

- justify the need for the awareness-raising related to the ICZM Protocol implementation;
- propose the most promising and visible actions in awareness-raising; and
- use the Ambassadors for the Coast in the future Protocol implementation.

4. References and documents

Coast Day campaign, accessed 4 June 2008. <http://www.coastday.org>

EC, accessed 4 June 2008. <http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/>

Educom, accessed 2 June 2008. <http://www.educom-med.org/course/CourseWeb.htm>

MedOpen, accessed 3 June 2008. <http://www.medopen.org>

PAP/RAC, 2008. *Coast Day Campaign Report*. Split, PAP/RAC.

PAP/RAC, 2008. *Opinion Poll on Coastal Issues in the Mediterranean. Comparison document*. Split, PAP/RAC.

Shipman, B., 2008. *ICZM Mediterranean Awareness-Raising Strategy (MARS): A Framework Strategy to Support Policy Development and Implementation*. Split, PAP/RAC.

UN Atlas of the Oceans, accessed 2 June 2008.

<http://www.oceansatlas.org/servlet/CDSServlet?status=ND0xOTY5MCY2PWVuJjMzPSomMzc9a29z>.

Annexe XI

Groupe de travail I: Evaluation des progrès réalisés en matière de GIZC en Méditerranée - Rapport de la session -

| | |
|--|---|
| <p>Assessment and evaluation of the ICZM progress in the Mediterranean</p> <p>Initial concerns: Who has signed the ICZM protocol and what are the political conditions which made them signing ? <i>What works / does not work</i> It is the whole MAP system which is in charge of the ICZM protocol follow up and implementation <i>MAP components accountability</i> Assess the ICZM protocol signature and ratification process and conditions <i>Create the enabling conditions</i></p> | <p>ICZM Protocol signature and ratification</p> <ul style="list-style-type: none">• Reactivate the role of the focal points• MAP acts as a facilitator through:<ul style="list-style-type: none">- <i>a new inventory of national legislations, institutional setting</i>- <i>information transfer from one country to another – spread the word</i>- <i>answer the countries questions/expectations</i> |
| <p>Be pro-active through re-assuring and positive emulation between countries</p> <p>Example:</p> <p>MAP makes a review of the protocol 32 articles pinpointing what countries have already done in regard to each article</p> <p>If appropriate, don't hesitate to mention particularly successful examples from other countries in the world</p> | <p>Use what is already there with available data</p> <ul style="list-style-type: none">• Review the Mediterranean sustainable development indicators in the light of the ICZM protocol• Review the CAMP procedure in the light of the new ICZM protocol• Link with incoming initiatives in the Mediterranean<ul style="list-style-type: none">- <i>Globe cover/Globe corine including the Mediterranean</i>- <i>UNEP/IOC global marine assessment in the Med.</i>• Relate to each other stories at national/local level<ul style="list-style-type: none">- <i>Crafting coastal governance (Agenda 21)</i>- <i>Good use of the Sardinian charter</i> |
| <p>Copy / adapt what already worked</p> <p>The EC ICZM Recommendation evaluation process</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>ICZM group of experts as country representatives</i> <i>Working groups (inventories – indicators and data)</i>- <i>Coming up with an ad'hoc list of 28 indicators on SD</i> <i>ICZM progress – Ecosystem impact</i>- <i>Auto-evaluation process in each country</i> <i>MAP: « Imagine » worth to be dropped?</i>- <i>Feeding back the ICZM group of experts for validation</i> | <p>BE STRATEGIC !</p> <p>Start from the sea... <i>The UNEP/IOC/EEA Mediterranean marine assessment including the coast interface</i></p> <p>Articulate ecosystem-based and integrated coastal zone management <i>Use Globe Corine and validate with countries</i></p> |

Annexe XII

Groupe de travail II: Interprétation du texte du Protocole (Guide explicatif du texte du Protocole) - Rapport de la session -

EXPLANATORY GUIDE ON THE TEXT OF THE ICZM PROTOCOL

The main goal of the Guide is to facilitate the understanding of the legal obligations of the Parties under the ICZM Protocol. It is an explanatory guide, not legally binding, which attempts to provide an information base on the content and origin of the provisions of the Protocol. While it is hoped that the Guide will contribute to the implementation of the Protocol, it is not intended as a detailed guide on how to implement the Protocol at the national level. Rather it attempts to provide an accessible explanation of the Protocol's provisions and to identify issues which Parties may want to consider as they decide how to implement the Protocol.

Structure of the Guide

- The Guide would have two parts:
 - The first part should represent technical discussions during the negotiations on the protocol
 - The second part would be more detailed explanation of the contents of the protocol based on the legal and technical aspects of the provisions of the protocol

Article 22. Capacity-building

1. The Parties shall cooperate in the development and/or strengthening of human resources and institutional capacities in biosafety, including biosafety to the extent that it is required for biosafety, for the purpose of the effective implementation of this Protocol. In developing country Parties, in particular the least developed and small island developing States, and in Parties with economies in transition, including through visits to global, regional, subregional and national institutions and organizations and, as appropriate, through facilitating private sector involvement.

2. For the purpose of implementing paragraph 1 above, in relation to cooperation, the needs of developing country Parties, in particular the least developed and small island developing States, arising from the limited resources and access to and transfer of technology and know-how in accordance with the relevant provisions of the Convention, shall be taken fully into account for capacity building in biosafety. Cooperation in capacity building shall, subject to the different situations, capabilities and requirements of each Party, include scientific and technical training in the proper and safe management of biotechnology, and in the use of risk assessment and risk management for biosafety, and the enhancement of technological and institutional capacities in biosafety. The needs of Parties with economies in transition shall also be taken fully into account for such capacity-building in biosafety.

3. It is widely recognized that, if the Protocol is to be effective, support is needed to build the capacity of developing countries and organizations with economic transition in the field of biosafety. Many such countries currently lack sufficient technical and financial resources to implement the Protocol fully (for example to undertake risk assessment and risk management of LMOs), or to monitor LMOs once released into the environment.

4. Article 22 seeks to address these needs. It requires Parties to cooperate in building capacity for implementation of the Protocol in developing country Parties and Parties with economies in transition. It particularly recognizes the needs of least developed and small island developing States in this regard.

5. Article 22 covers the general obligation of cooperation in regard to capacity-building. The inclusion of a reference to "biotechnology" in Article 22(1) is voluntary.

- In the annex, there would be the following:
 - implementation toolkit
 - technical toolkit linked to specific articles of the protocol (CCA, EIA, SEA, GIS, economic instruments, etc)

Intergovernmental Committee for the Cartagena Protocol: Recommendation 3/5, Annex III, Implementation tool kit¹

This implementation tool kit provides a compilation, as a checklist, of obligations found in the Cartagena Protocol on Biosafety. These obligations are organized in the following categories:

- Administrative tasks (initial and future)
- Legal requirements and/or undertakings
- Procedural requirements (AA and Article 11)

| I. ADMINISTRATIVE TASKS | | |
|---|---------------------------|---|
| Tasks | Article | ✓ |
| Initial actions | | |
| 1. Designate one national authority responsible for liaison with the Secretariat and provide name/address to Secretariat. | 19(1)(2) | |
| 2. Designate one or more competent authorities responsible for performing administrative functions under the Protocol and provide name(s)/address(es) to the Secretariat. If more than one, indicate the types of LMOs for which each competent authority is responsible. | 19(1)(2) | |
| 3. Provide to the Biosafety Clearing-House: any relevant existing laws, regulations or guidelines, including those applicable to the approval of LMO-FFPs, and any bilateral, regional or multilateral agreements or arrangements. | 20C)(a)-(b), 11(5), 14(2) | |
| 4. Specify to the Biosafety Clearing-House cases in which import may take place at the same time as the movement is notified. | 13(1)(a) | |
| 5. Specify to the Biosafety Clearing-House imports of LMOs estimated from the AA. | 13(1)(b) | |

Workplan for the Guide

- The activity could start immediately
- Small Drafting Group and Peer reviewers
- No need for the Parties to formally adopt it
- Technical workshop???
- Financing ???
- 1 year

Specific technical aspects

- Prepare recommendations to the parties with respect to specific provisions of the protocol to be adopted by the first COP after it enters into force- start with less controversial ones, such as:
 - Carrying capacity of the coastal zones
 - Common regional framework for integrated coastal zone management
- Technical working groups

National Legal and Institutional Framework - Survey

- Updating of the 1997 report
- Identification of the gaps and areas of assistance for each country – assist countries in the preparation of instruments for land planning
- Specific reference to the ratification procedure in each country
- It can start immediately

Promotion of the protocol

- Selected international events (IUCN, Ramsar, etc)
- Countries of the region should be invited to sign and ratify the protocol

CAMP

- Transformation of the CAMPs into a tool for the implementation of the protocol
- MAP components should be involved so that it retains the integrating character as requested by the Governance Paper

Annexe XIII

Groupe de travail IV : Formation et sensibilisation pour la mise en œuvre du Protocole
- Rapport de la session -

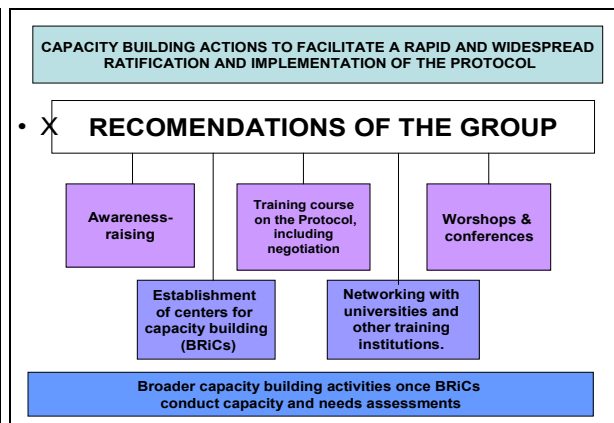
Group IV: Training and Awareness Raising for the Implementation of the Protocol

STRENGTHS AND LIMITATIONS AFFECTING THE RATIFICATION AND THE IMPLEMENTATION OF THE PROTOCOL, FROM A CAPACITY DEVELOPMENT

| STRENGTHS | RELATIONSHIP WITH THE PROTOCOL |
|---|--|
| Human capacity in various fields of knowledge | Strengthen the capacity to exchange scientific and technical information |
| Quite a large practical experience on ICZM | The region has established networks, CAMPs, MEDCOAST, that can assist on how to implement the Protocol |
| Experience, institutions | Technical assistance can be provided to facilitate the implementation of the Protocol |
| Funding mechanisms | They may be used for implementation of the Protocol |

STRENGTHS AND LIMITATIONS AFFECTING THE RATIFICATION AND THE IMPLEMENTATION OF THE PROTOCOL, FROM A CAPACITY DEVELOPMENT

| LIMITATIONS | RELATIONSHIP WITH THE PROTOCOL |
|--|--|
| Fragmentation of efforts | Lack of coordination among capacity efforts translate in partial coverage of priority needs & inefficiencies in the capacity building Investment Strategies |
| Institutional fragmentation | Negative factor for governance. Training is done at the sectoral level. When people are effectively trained there is no place to apply the knowledge acquired. |
| Very few coastal laws | When a countries had enacted some coastal laws, it would be easier a rapid and widespread ratification of the Protocol |
| Insufficient recognition and awareness of ICZM | The level of decision-makers is lower. There is a lower demand for capacity building. |
| Fragmentation of competences in the coastal-marine areas | Lack of jurisdictional continuity; institutional arrangements do not span the land-sea interface; lack of integration in the decision-making |



CAPACITY BUILDING ACTIONS TO FACILITATE A RAPID AND WIDESPREAD

1. AWARENESS-RAISING

Target Group: top level polititians;

Sources of funding: MAP should allocate catalizing funds for coordination of awareness-raising activities;

Implementation modality: targeted awareness using existing experience

CAPACITY BUILDING ACTIONS TO FACILITATE A RAPID AND WIDESPREAD

2. TRAINING COURSE ON THE PROTOCOL, INCLUDING NEGOTIATION

Target Group: administrators at all levels, NGOs; private sector;

Sources of funding: MAP should allocate resources for development of a special module on the Protocol.

| | |
|--|---|
| <p>CAPACITY BUILDING ACTIONS TO FACILITATE A RAPID AND WIDESPREAD</p> <p>3. WORKSHOPS, CONFERENCES (USING EXISTING CONFERENCE FORUMS AND OPPORTUNITIES)</p> <p><u>Target Group:</u> All interested stakeholders;</p> <p><u>Sources of funding:</u> ?</p> <p><u>Implementation modality:</u> use</p> | <p>CAPACITY BUILDING ACTIONS TO FACILITATE A RAPID AND WIDESPREAD</p> <p>4. ESTABLISHMENT OF CENTERS FOR CAPACITY BUILDING (BRiCs) IN COOPERATION WITH PAP/RAC</p> <p><u>Target Group:</u> All interested stakeholders working on ICZM;</p> <p><u>Sources of funding:</u> ?</p> <p><u>Implementation modality:</u> using the</p> |
|--|---|

| |
|--|
| <p>CAPACITY BUILDING ACTIONS TO FACILITATE A RAPID AND WIDESPREAD</p> <p>5. NETWORKING WITH UNIVERSITIES AND OTHER TRAINING INSTITUTIONS</p> <p><u>Target Group:</u> BRiCs and other training institutions</p> <p><u>Sources of funding:</u> ?</p> <p><u>Implementation modality:</u> BRiCs use existing networks and forums to</p> |
|--|

Annexe XIV

**Actions préparatoires à la mise en œuvre du Protocole GIZC
(CAR/PAP)**

ACTIVITES PREPARATOIRES POUR METTRE EN OEUVRE LE PROTOCOLE GIZC

| SUJET / OBJETIF | TACHE | REMARQUE | CALENDRIER |
|--|---|--|---------------|
| CONDITIONS NECESSAIRES A LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE GIZC | | | |
| Création d'un cadre institutionnel pour la mise en œuvre du Protocole | Approche des PF du PAP et du PAM pour désigner les points de contact pour la mise en œuvre du Protocole | <ul style="list-style-type: none"> Pour qu'il soit entièrement opérationnel une fois que le Protocole sera ratifié | Immédiatement |
| Implication active des composantes du PAM dans la mise en œuvre du Protocole | | | |
| Adapter les PAC du PAM de manière à ce qu'ils correspondent aux critères requis par le Protocole | | | |
| Utiliser les événements internationaux pour promouvoir le Protocole | | | |
| BILAN SUR LA GIZC (GT 1) | | | |
| Faire un bilan de l'état de l'art de la GIZC dans les pays méditerranéens | Préparation d'un questionnaire sur le sujet | <ul style="list-style-type: none"> Une autoévaluation peut être plus significative qu'une évaluation externe; évaluation réalisée sur la base des méthodologies existantes adaptées aux conditions requises par le Protocole Inclure la question de la zone de retrait dans le questionnaire Faire circuler le questionnaire auprès des participants de manière à ce qu'ils puissent faire des commentaires. Valider les questions avec les PFN Enquête sur les cadres légaux et institutionnels nationaux pour la GIZC qui sera un document à elle-seule ou une partie du document de Bilan? | mois 4 |
| | Document sur le bilan de la GIZC en Méditerranée | | |
| GUIDE EXPLICATIF SUR LE TEXTE DU PROTOCOLE DE GIZC (GT 2) | | | |
| Conseils pour les experts techniques et légaux sur le niveau administratif national | Guide explicatif | <ul style="list-style-type: none"> Contenus: résumé des discussions techniques lors du processus de négociation; explication détaillée des articles du Protocole Annexes: Ensemble d'outils pour la mise en œuvre Annexes: Ensemble d'outils Définition claire de l'„intégration“, de la „gestion“, du „code de conduite“, de la „compensation non-financière“, de l'„accès du public“, des „dangers et risques“ Liens avec la Convention de Barcelone et ses Protocoles version écourtée du Guide inclure EIE, ESE, ECA, IE? | mois 13 |
| Conseils pour l'administration, le niveau local et les autres parties prenantes | Document non-technique sur la mise en œuvre du Protocole Matériaux promotionnels pour les groupes ciblés | | mois 13 |
| ZONE DE RETRAIT (GT 3) | | | |
| Bilan des différentes expériences nationales / locales en matière de mise en place d'une zone de retrait | Inclusion dans le Questionnaire sur le bilan de la GIZC | | |
| SENSIBILISATION ET FORMATION POUR LE PROTOCOLE (GT 4) | | | |

